Forum Tunisien pour les Droits Economiques et Sociaux

MAHER HANIN

SOCIOLOGIE DES MARGES
AU TEMPS DU CORONAVIRUS
PEURS PRÉCARITÉS ET ATTENTES

TRADUCTION ET PRÉFACE
HICHEM ABDESSAMAD

2020

FTDES
Forum Tunisien pour les Droits Economiques et Sociaux

Maher Hanin

SOCIOLOGIE DES MARGES
AU TEMPS DU CORONAVIRUS
PEURS, PRÉCARITÉS ET ATTENTES

Traduction et préface
Hichem Abdessamad

PRÉFACE

De mon temps, on nous apprenait qu'il n'y avait pas de lecture innocente. Je vais commencer donc par avouer que j'ai lu le texte de Maher comme un texte éminemment politique. Son approche convoque constamment des concepts et des auteurs, s'efforce de répondre, autant que faire se peut dans les conditions du confinement, aux canons de la recherche académique. Elle n'en demeure pas moins politique de bout en bout.

Ce travail de recherche sociologique est mis en mots comme un manifeste politique habité par la passion de convaincre, de dénoncer et d'alerter. Au reste, il s'agit d'une étude effectuée dans le cadre du Forum tunisien des droits économiques et sociaux, espace de débats et de combats s'il en est.

Avant de dire deux mot sur le contexte pandémique, je voudrais observer que l'écriture de Maher en général, et pas seulement dans ce livre, appartient à ce genre hybride. Chez lui le respect du savoir sociologique et de la théorie politique s'accorde avec la parole chaleureuse, et parfois querelleuse, qui est le propre de la prose politique. Son ouvrage paru l'année dernière, vend la mèche dès son titre : la Société de résistance.

On ne se refait pas. Ceux qui le connaissent de près savent que chez lui l'amour des idées qui anime le chercheur et professeur de philosophie n'a d'égal que la passion de la chose publique qui habite le militant. Je ne crois pas exagérer en disant que Maher appartient à cette espèce rarissime dans la gauche tunisienne chez qui le souci des idées cohabite avec le goût de l'action collective.

Reconnaissons que l'équilibre n'est pas toujours facile à tenir. La longue « patience du concept » n'est pas toujours compatible avec l'urgence d'agir. Notre auteur le reconnaît volontiers. Son texte s'intéresse aux précaires, aux femmes surexploitées, aux régions oubliés, aux jeunes laissés-pour-compte dans les quartiers populaires. En un mot à la multitude des pauvres parmi les pauvres vivant à la périphérie de la société normée, dans ce no man's land que beaucoup de sociologues appellent les marges. Appellation commode et ambiguë. L'auteur en est conscient et s'en sort astucieusement en admettant un usage extensif d'une notion appelée à être problématisée à nouveau frais dans des recherches futures. Dont acte.

La pandémie du coronavirus et les mesures de confinement destinées à encercler le mal sont abordées, sous la plume de Maher Hanin, comme un moment de dévoilement et comme une opportunité historique. Il s'agit de dévisager la catastrophe et d'envisager une sortie par le haut. C'est-à-dire à gauche.

L'histoire, nous sommes payés pour le savoir, a sujette à des accélérations fulgurantes qui précipitent les changements et les ruptures et nous ménage parfois des « arrêts critiques » au sens grec : qui réfère au tri à la division et au discernement. La crise pandémique est un moments critique par excellence. Elle jette, en l'espèce, une lumière crue sur l'état de nos sociétés. Le tissu social est tout à coup débarrassé du voile opaque qui l'enveloppe et apparaît comme cousu de fil blanc. Les jointures apparaissent grandeur nature, toujours sur le point de craquer…

L'inventaire des inégalités sociales les plus criantes en ce temps de coronavirus, auquel procède ce petit livre ne fait que restituer ces cris et donner à voir cette souffrance sociale dénudée par la crise.

Les « marges » de Maher sont performatives. Il donne la parole à une foule de témoins qui disent leur mal être social, mais en même temps à des acteurs portés par le furieux désir de changer les choses, de construire une société plus humaine qui ne laisse pas ses jeunes, ses pauvres, ses femmes au bord du chemin…

L'opportunité est précisément là. La pandémie et les mesures de préventions contraignantes sont plus dures pour les plus fragiles qui n'entendent plus se laisser faire. Les cris d'orfraie dans certains milieux d'affaires, que l'on entend depuis les premières mesures de confinement, en disent long sur un réflexe caractéristique : faire payer les pauvres encore et toujours. Le décor est ainsi planté d'un après-coronavirus sous le signe de la lutte des classes.

Faut-il se résigner à l'éternel retour du même alors que la Révolution attend ses dividendes depuis bientôt 10 ans ? Ou alors la pandémie en mettant à nu les aberrations sociales qui minent nos sociétés sera-t-elle le point de départ d'une conscience nouvelle de l'impératif politique du changement social.

Le retour de la question sociale est l'évidence massive de la crise. Le besoin et le désir d'Etat social est palpable et visible à l'œil nu.

Transmis à ceux qui rongent leur frein depuis années, aux acteurs de la société civile qui, une fois encore, ont démontré leur disponibilité, aux décideurs qui se réclament du changement social et qui aujourd'hui ont un pied au pouvoir… Tout ce beau monde a du pain sur la planche.

Voilà ce que ce grand petit livre est venu nous dire.

Hichem Abdessamad

mai 2020

Remerciements

Cette étude n'aurait pas vu le jour, en si peu de temps, et dans des conditions aussi difficiles, sans la disponibilité de celles et ceux qui ont bien voulu témoigner et contribuer à l'enquête, et sans le concours de tous les amis qui m'ont mis en relation avec les témoins et qui m'ont stimulé par leur enthousiasme et enrichi ce travail par leurs critiques et leurs conseils.

Puisse ce travail, qui fait partie de l'effort collectif de recherche du Forum tunisien des droits économiques et sociaux (FTDES), constituer une première contribution au travail colossal qui nous attend après la pandémie. Il nous faudra alors aborder à nouveaux frais les questions théoriques et pratiques relatives au développement, à la démocratie et à la justice sociale, à court et à moyen termes.

TABLE DES MATIÈRES

Préface....5
INTRODUCTION GÉNÉRALE....9
Problématique....9
Le cadre théorique et conceptuel....12
Éléments de méthode....13
I. LES MARGES SOCIALES DANS L'ŒIL DU CYCLONE....23
Un virus intempestif....28
Les migrants subsahariens : exit le racisme ?....34
Des campagnes isolées face au Coronavirus....37
Chômage et emploi précaire. La pandémie comme révélateur de la souffrance sociale....43
Spéculation et corruption. Quand les pauvres paient la facture des riches....59
Les quartiers populaires. Une réalité à part....63
II- LES ATTENTES : QUEL ÉTAT POUR QUELLE SOCIETE ?....71
La solidarité sociale après la Révolution....73
Un État social et démocratique ou le chaos....79
III. DU LOCAL AU GLOBAL. PREMIERES CONCLUSIONS....85
La société «organisée» et les marges 10 ans après....88
Les droits économiques et sociaux, une nouvelle frontière ?.94
Les limites de l'individualisme, le retour de l'État et l'importance du commun....102
CONCLUSION....115
NOTES....118
BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE....124

INTRODUCTION GÉNÉRALE

L'humanité se trouve aujourd'hui face à une tragédie planétaire comme elle n'en a jamais connu. Elle a vécu l'horreur des guerres mondiales, l'onde de choc des crises économiques et monétaires, les cataclysmes, les tsunamis et les volcans dont les dégâts, malgré leur ampleur, demeuraient limités dans le temps et dans l'espace. Cette fois-ci le monde est confronté à une pandémie qui a pris par surprise les États et les gouvernements d'un bout à l'autre de la planète.

Des épidémies, l'humanité en a toujours connu à travers les siècles. En 1347-1348, la peste noire a décimé le tiers de la population européenne (25 sur 75 millions). Les victimes de la grippe espagnole de 1918 sont estimées entre 50 et 100 millions de personnes, soit 5% de la population mondiale. Plus récemment, l'épidémie du Syndrome respiratoire aigu sévère 1 (SRAS 1) de 2002-2003 ; puis le virus Ebola, en Afrique centrale et en Afrique de l'ouest, qui a touché les deux tiers des populations concernées et causé la mort de 11 000 personnes. De même, pour l'épidémie du Sida dont la contagion a culminé au début du siècle et qui a atteint 40 millions de personnes, dont 25 millions d'Africains et 95% des victimes dans les pays pauvres. Faut-il rappeler également les catastrophes nucléaires comme celle de Tchernobyl en avril 1986…

La mémoire de l'humanité tente vainement de refouler ces traumatismes. A chaque grande catastrophe, on a assisté au branle-bas le combat des politiques, des médecins, des biologistes et des militants écologistes. Les penseurs et les chercheurs mis à contribution dressaient leurs constats et leurs conclusions alarmistes. A chaque fois, le système

économique et social vacille et ses fondements éthiques sont fortement ébranlés… La tempête passée, le monde retrouve son équilibre et retrouve le rythme effréné de ses industries, de ses technologies et de ses marchés ; restent les échos lointains des appels des scientifiques et des spécialistes de l'environnement retranchés dans leur solitude. Les marchands d'armes reprennent du service ; les mégapoles[1] rivalisent de gigantisme ; La frénésie économique et la promiscuité démographique reprennent de plus belle. La loi froide de la compétition sans pitié et du chacun pour soi règne de nouveau sur l'univers ponctuée par les oukases de l'austérité imposée par les institutions financières internationales aux plus pauvres.

Les dernières secousses qui ont ébranlé les dogmes du capitalisme planétaire remontent à la crise économique de 2008 suivie par le printemps arabe et les mouvements qui ont essaimé dans son sillage. La clameur « dégagiste » qui a gagné le monde, de l'Espagne à Wall Street, portée par l'espérance des 99% qui souffrent contre le 1% qui règne, pille et exploite.

Ni les crises successives, ni les malheurs de la guerre et des famines que le monde a endurés tout au long du siècle dernier n'ont entamé le dogmatisme têtu qui s'est enraciné durant les années 80 du siècle dernier. C'était le temps du triomphe des théories de la fin de l'histoire et du dernier Homme, annonçant le règne sans partage du marché et de la main invisible qui lui permet de s'autoréguler loin de tout contrôle collectif ou social. L'histoire appartient désormais aux plus forts. Un darwinisme social et intellectuel larvé se charge de faire le tri entre les individus dotés de la puissance et une humanité de fainéants, d'assistés et de laissés-pour-compte[2]…

En moins de cent jours, la crise actuelle est en train de (re) mettre le monde face à sa fragilité. La course effrénée est stoppée net. L'impératif économique s'éclipse derrière celui

de la survie sociale. La peur de la contagion, de la douleur et de la mort contraint les décideurs politiques, de par le monde, à prendre des décisions sans précédents pour boucler les villes, isoler les pays et faire appel aux armées à des fins civiles… Le mot guerre investit tous les discours.

Parallèlement à cette agitation mondiale, des philosophes, des écrivains, des sociologues et autres psychanalystes s'attellent au lourd devoir de lucidité : pour comprendre et se projeter dans un autre « après ». Partout les regards sont braqués sur le rôle de la médecine, des recherches en laboratoire et des expérimentations cliniques pour circonscrire la pandémie, fabriquer des remèdes et des vaccins. Les sciences humaines et sociales ne sont pas en reste, stimulées par une demande accrue de la part d'un public élargi. L'enjeu est de taille : il s'agit d'un renversement total de notre mode de vie, de nos relations et du sens même de l'humaine condition.

L'abord sociologique de la réalité ici, comme nous y invite P. Bourdieu, ne sera pas froidement neutre. Il participe aux transformations qui travaillent le corps social dans son ensemble. La « pratique théorique » ne se déroule pas dans le ciel des idées, elle est ancrée au cœur du vécu des gens. Les théories ne se conçoivent pas dans un no-man's land social et l'acte de problématisation du mouvement fait partie du mouvement. Le métier de sociologue, toujours selon Bourdieu, c'est l'analyse scientifique des relations des représentations et des faits sociaux qui configurent une société. La sociologie est aussi un champ de savoir portant sur l'intelligence des modalités de fonctionnement et de changement du corps social, des relations interindividuelles et sociales, du travail et des mouvements sociaux, des catégories, des classes, des familles, des réseaux de sociabilité, des organisations, des écoles et des entreprises… Le tout abordé sous des

angles variés : culturel, social, technologique, économique et politique. Le marxisme critique et novateur professé par Bourdieu s'intéresse aux mécanismes d'appropriation du capital (économique, culturel et symbolique) et des modalités de production et de reproduction de la domination à l'intérieur de toute formation sociale. Le bien-être, le pouvoir et la reconnaissance sont inégalement répartis dans la société. C'est, pour ainsi dire, le *cogito* de la domination qui fonde toute la recherche bourdieusienne.

Le traitement politique, sanitaire et médiatique de la pandémie et son impact évolutif, laisse apparaître deux types de commentaires et d'analyses. Le premier est une appréhension globale de la crise comme une tragédie commune à l'humanité entière mettant radicalement en cause la mondialisation capitaliste. Le second regroupe les divers éclairages braqués sur les zones d'ombre, les recoins invisibles et les angles morts échappant aux topographies holistes. Les deux types d'approche annoncent, chacune à sa manière, de profondes révisions pour l'après-coronavirus.

Le point de départ de ce travail est la conviction que nous sommes au seuil d'une séquence neuve et décisive pour notre devenir commun sous le signe de la critique radicale de l'âge libéral et capitaliste. Ce mouvement doit se nourrir des monographies locales, des travaux spécifiques et de micro-analyses afin de gagner en efficacité concrète ; et de stimuler les potentiels réels de changement.

Problématique et méthode

Nous vivons un moment dense où les discours médiatique, scientifique, politique et sécuritaire interfèrent et où les enjeux débordent de sens. Cette étude sociologique vise, précisément, à orienter les regards sur un point aveugle

occulté par les approches « générales » de la crise et les propositions globales pour en sortir : la société « en marge » en ce temps pandémique, soit les lieux de la précarité sociale dans une Tunisie en cours de mutation. Comment cette « société » se représente-t-elle la crise et ses retombées ? Quelles sont les ressources dont elle dispose pour se prémunir et se protéger de la crise sur le double plan matériel et moral ? Quelles sont enfin ses aspirations pour demain, sachant que, depuis la Révolution, elle campe dans l'attentisme entre impatience et résignation ?

Cette interrogation gigogne débouche sur deux hypothèses :

- La première concerne les modalités différentielles de vivre et de s'acclimater à l'épidémie chez les Tunisiens selon les niveaux de vie et les positions sociales. La réception des directives de l'autorité exécutive diffère d'un milieu social à l'autre et les moyens de prévention sont inégaux. De même pour les représentations et l'imaginaire du danger et du coût du confinement général. Cela engendre des malentendus entre deux sociétés (au moins) qui se regardent en chien de faïence : la « société intégrée » et la société parallèle ou non-intégrée.
- La deuxième hypothèse considère que tout traitement politique, technique, juridique, ou sécuritaire est intimement lié au complexe social que constitue la question sanitaire. C'est dire que la crise opère comme un accélérateur de thématiques comme la solidarité, la justice distributive et l'État-providence qui sont plus que jamais à l'ordre du jour.

Le cadre théorique et conceptuel

La Tunisie n'a pas fini d'attirer l'attention des chercheurs. D'abord par sa révolution qui a réussi à abattre un régime despotique, puis par les avancées du processus pacifique

de construction démocratique : dans un contexte de déchirement et de guerre civile dans les pays voisins, ce petit pays a su se doter d'une nouvelle constitution en janvier 2014 et organiser périodiquement des élections qui ont consacré l'alternance et la continuité, ainsi que l'unité de l'État. Le fin mot de l'histoire n'et pas dit pour autant. La ligne de fracture entre séculiers et islamistes continue de structurer une grande partie du champ politique, malgré la conversion de secteurs élargis aux « vertus » du consensus. Par ailleurs, le péril terroriste n'est pas éradiqué.

Sur le plan géopolitique, le pays n'est pas sorti de la zone des tempêtes. Vers le nord, l'Union européenne entend nous enrôler dans un partenariat inégal qui préserve ses intérêts aux dépens des nôtres. Bref, les Tunisiens ne sont pas rassurés quant à l'avenir de leur jeune démocratie.

L'étape qui se meurt sous nos yeux a été saturée de débats autour des notions de « révolution », de « transition démocratique », de « modernité », d'« identité », d'« État religieux vs État civil », de « citoyenneté »… Dans cette cacophonie, l'espace public n'était guère prêt à accueillir l'expression des mouvements sociaux protestataires de la « société des marges ». Celle-ci a pourtant été le théâtre de diverses formes de mobilisations, de luttes et de pression qui en font le champ d'expériences ouvert pour la formulation des droits économiques et sociaux s'adossant à une conscience aiguë d'une citoyenneté sociale « qui manque ». La plate forme constitutionnelle et le système de valeur démocratique qu'elle recèle, demeure en porte-à-faux en ces lieux de lutte pour la visibilité sociale. Ces mouvements, stigmatisés et accusés d'entraves à la croissance économique, s'entêtent à exister et à hurler la souffrance sociale qui sévit dans les marges.

Notre choix ici, en résonance avec d'autres travaux, est de lever

un coin du voile sur ces micro-sociétés, ces sociétés d'en bas en ces temps d'exacerbation des contradictions. Un choix qui s'appuie sur une conception du métier de sociologue que nous avons exposée plus haut. Le souci des « invisibles » est en soi une manière de reconnaître leur existence. Car l'invisibilité sociale, comme le dit Axel Honneth, est le témoignage vivant d'un déni de reconnaissance. Un déni performatif destiné à reproduire l'hégémonie des dominants. Ceux que Judith Butler appelle les « sans-visages » cherchent, par leur effraction dans l'espace public, à se doter d'un visage et à forcer un éveil éthique[3] qui tienne compte de leur existence. Cela suppose un projet social alternatif.

Pour revenir à l'épistémologie sociologique, nous nous trouvons face à l'alternative entre deux pratiques[4] de la recherche : la première, holiste, s'intéresse aux constructions globales et aux grandes déterminations qui sous-tendent les comportements individuels ; et le second se préoccupe du partiel et du micro... On retrouve ce face-à-face dans le champ de recherche tunisien : modèles d'interprétation macro-sociologique versus la micro-analyse. Il est sans doute de bonne méthode de chercher les articulations entre les deux échelles d'analyses. Comme l'observe Bourdieu, les grilles uniques et la modélisation unitaire profitent généralement aux dominants et induit une occultation du point de vue des dominés.

C'est ce qui explique notre parti pris d'inversion de la perspective pour valoriser la parole des exclus, des marginalisés, des occultés, des invisibles. Cette méthode est partie prenante de la lutte pour la reconnaissance. Épouser le point de vue des victimes ne procède pas d'une solidarité passive mais d'une adhésion aux « droit d'avoir des droits » pour les citoyens invisibles. Ce cheminement suppose

d'abord la « voix au chapitre », c'est-à-dire, le droit à la parole dans l'espace public. Cet espace bourgeois (Nancy Fraser) monopolisé par les classes dominantes en sera profondément transformé. Ce choix nous amène à convoquer un dispositif conceptuel inauguré par les travaux de René Lenoir sur l'exclusion[5] annonçant une manière de reconnaissance républicaine des inégalités et de la précarité. Le dernier recourt à un usage extensif de la notion d'exclus : elle concerne tous les individus en proie à des problèmes sociaux et sont privés de toute couverture de sécurité sociale. L'usage s'est encore élargi chez d'autres chercheurs. La situation d'exclusion concerne non seulement les pauvres et les démunis aux revenus limités, mais également tous les individus et les groupes en butte à des difficultés les empêchant de s'intégrer dans la société. L'exclusion sociale est aussi définie par Burckhard[6] comme « la non-participation aux activités sociales fondamentales ». Elle se caractérise négativement par :

- Le non-accès à la consommation de masse (achat de marchandises, de besoins et de services, acquisition d'un logement décent…).

- Le non-bénéfice de revenus d'épargne, de pensions de retraite et de recours financiers en temps de crise.

- L'incapacité de participer aux activités économiques et sociales à travers un travail stable, un revenu garanti, l'accès à l'instruction et aux services publics.

- La non-participation à la politique et à la prise de décision au double échelon local et national, et partant, la précarité de l'insertion dans les collectivités locales et nationales.

Ces incapacités cumulées induisent l'état de précarité chronique et concourent à approfondir la fracture sociale qui s'érige ainsi en système. Et il n'est pas d'autre recours

pour ressouder le lien social que la solidarité et la justice sociale, non seulement en temps de crise, mais comme choix stratégique.

La précarité dont il est question ici n'est pas cet état psychologique qui accable des individus, mais un « statut » social généré par la frustration et la non-reconnaissance, en un mot, l'exclusion réelle et imaginaire. Le grand paradoxe de l'invisibilité est qu'elle frappe une sous-humanité sociale dont l'existence est à la fois prégnante et insupportable.

François Dubet[7] fait un distingo entre l'inégalité en-soi et l'inégalité représentée / ressentie (en tant qu'elle figure une justice impossible). Les formes de l'inégalité sont à la fois des faits objectifs et quantifiables et des données morales et normatives. Cette réalité polymorphe doit être appréhendée dans sa diversité, car le vécu des gens est rarement conforme à leurs propres représentations. Le social étant complexe et fluide par définition, toute catégorisation sociale de la population demeure provisoire et sujette à une révision permanente.

La pertinence heuristique de la notion « d'homme marginal » que nous devons à Robert Park nous permet d'aller plus loin que les catégories parcellaires longtemps utilisées par les sciences sociales comme celles de pauvre, minorité, délinquant, exclu, différent... Autant de désignations qui rendent compte d'une réalité diverse mais de manière fragmentaire ou confuse. Tout se passe comme si chaque société produit naturellement ses « marginaux », ses « réprouvés » et ses « métèques ». De tout temps et en tous lieux, des individus sont acculés à vivre en marge de la société, à l'écart de « l'opinion publique » de la « culture populaire » et des traditions sociales ; assignés à un au-delà de la sphère sociale, leur présence est considérée comme une menace pour cette unité. La marginalisation

peut, dans des cas extrêmes, prendre une tournure tragique et l'homme marginal se retrouve « confiné » dans une altérité absolue, celle de l'homme inutile. La société « normale », en intériorisant cette inutilité se démène pour se prémunir de sa nocivité.

Ce phénomène a toujours existé, mais les modalités de l'exclusion-marginalisation diffèrent d'une société à l'autre en fonction des cultures et de normes axiologiques. Ces différences ne sont pas à proprement parler des invariants anthropologiques, et les formes de marginalités changent elles-mêmes selon les contextes locaux et les variations géopolitiques[8].

L'ambition de ce travail est donc, à travers l'analyse sociologique, de pénétrer les espaces de précarité et d'en cerner les représentations et de déconstruire le discours qui s'y rapporte, afin de contribuer à changer cette réalité et à inciter au changement. C'est, en définitive, une tentative de mise à nue des fractures et des hiérarchies sociales qui visent à rendre visible l'invisible, à ressortir le besoin de reconnaissance de l'autre marginal, à le dé-stigmatiser. Voilà le maître-mot qui guide ce travail : combattre la stigmatisation au quotidien et ses effets tragiques sur le devenir de populations entières, et contribuer à réinventer la démocratie avec les acteurs d'en bas.

Éléments de méthode

La méthode choisie est l'approche qualitative qui vise à l'appréhension de la réalité par l'examen des représentations des acteurs, la restitution de leurs discours et de leurs comportements dans l'environnement qui est le leur. Le choix ethnographique doit beaucoup à l'école de Chicago qui s'est penchée sur l'étude du vécu et de la culture des cités

populaires de la métropole américaine en mobilisant des techniques diversifiées afin de réunir les observations, les témoignages et les récits de vie. L'ethnographie interprétative est ici un choix délibéré. Il s'agit, au sens strict, d'aborder la vie sociale comme un texte dont la sémantique est sujette à interprétation.

Avouons notre dette envers Clifford Geertz qui estimait que l'ethnographe, par la collecte et l'organisation des données relatives à la culture étudiée, s'attèle en définitive à une « description dense ». Les cultures des groupes humains sont envisagées comme des textures, comme un entrelacs de significations tressées par les acteurs. Le chercheur est appelé, par conséquent, non pas à s'adonner simplement à un travail empirique, mais à faire œuvre d'interprétation. Ainsi seulement, la recherche sera en résonance avec la spécificité de la réalité humaine étudiée : une recherche spécifique sur des cas spécifiques.

L'ethnologie critique est un genre particulier de la recherche sociologique dont les praticiens entendent participer à l'émancipation des groupes marginalisés. Ces chercheurs ne se départissent pas de leurs convictions politiques. Ils s'inscrivent dans le mouvement de lutte contre l'inégalité et la domination contre le déni des droits des plus faibles. La profession de foi, pour ainsi dire, de l'ethnographe critique, est de permettre à ces derniers d'accéder à plus de pouvoir ; à se doter de capacité de parole, d'action et de dissidence par rapport à la domination et de participation aux débats dans l'espace public. La recherche ainsi envisagée contribue à la mise en cause des forces et des facteurs d'hégémonie qui concourent à perpétuer l'inégalité, l'oppression et la corruption.

Cette recherche a été entreprise à un moment particulier, dans

un contexte exceptionnel. Ce contexte tendu où l'angoisse individuelle exprime un traumatisme collectif nous a conforté dans le choix de l'enquête qualitative qui consiste à réunir un corpus discursif en recourant aux rencontres et aux entretiens semi-directifs. Une technique incitative de recueil de la parole des enquêtés, en l'occurrence un échantillon d'acteurs en situation de précarité et de marginalisation. Il s'agit de recueillir des récits de vie et d'expériences personnelles ou vécues par le milieu social auquel ils ou elles appartiennent. La situation de confinement général rendait impossible les entretiens directs. Nous avons recouru, faute de mieux, aux entretiens téléphoniques ou à travers les réseaux sociaux. Ces témoignages ont été collectés pour répondre à l'urgence de la recherche à chaud en attendant des travaux de terrain affinés et élargis.

Ce qui nous a encouragé à ne pas m'en tenir aux entretiens directs habituels c'est aussi une tradition sociologique qui consiste, depuis Goffman, à considérer la problématique de recherche comme primordiale et déterminante dans le choix des méthodes[9].

Les entretiens ont porté sur l'expérience des enquêté(e) s dans le contexte pandémique, c'est-à-dire sur l'impact de ce contexte de crise généralisée sur le vécu quotidien tant aux niveaux économique et social qu'aux niveaux affectif et psychologique.

Au-delà, nous avons tenté d'interroger les représentations des acteurs enquêtés quant au devenir de la société, de l'État, toujours à travers leur expérience propre et celles de l'environnement social où ils évoluent.

Ces techniques ne sont pas nouvelles ; les travaux de terrain chez les psychologues[10] comme chez les politistes ou les spécialistes du sondage d'opinion y recourent fréquemment.

Les sociologues ont également appris à s'adapter et à utiliser les nouveaux outils audiovisuels (l'image, les bandes enregistrées, le magnétophone…). Nous sommes conscients, cependant, des limites de cette méthode, la présence physique de l'enquêté permettant des échanges plus approfondis : l'émotion, le langage du corps, l'espace de vie de l'enquêté lui-même sont autant d'expressions complémentaires de la parole nue. Afin de pallier ce manque, nous avons procédé à des contacts répétés, afin de préciser et de détailler les données qui nous semblent pertinentes.

Nous avons, par ailleurs, « enquêté » sur la « toile » et les réseaux sociaux qui sont souvent des espaces d'expressions sociale, voire militante pour nos enquêté(e)s. Les données recueillies servent à éclairer et à enrichir les témoignages oraux. Dans le même ordre d'idées, les observations participantes que je n'ai cessé de consigner en rapport avec les mobilisations sociales accompagnées par le FTDES depuis sa naissance, m'ont été d'un grand secours pour la mise en perspective de cette enquête *in situ* (en situation pandémique). Il va de soi que ce travail tire également profit de toutes les publications – études, rapports et statistiques- se rapportant au sujet traité. Là encore, le souci de micro-analyse s'adosse à des travaux plus généraux sur la question sociale et la question démocratique…

L'échantillon de l'enquête est littéralement en forme d'essaim. Je n'ai pas voulu me cantonner dans un espace géographique précis. Le parti-pris était de réunir un groupe représentatif de multiples états de précarité. Le public de l'enquête est à proprement parler « épars » : de celui (ou celle) qui vit dans une localité lointaine privée d'eau potable et de moyen d'approvisionnement à celui qui travaille dans les chantiers précaires (الحضائر) en passant par les travailleuses du secteur agricole ou textile, le nettoyage, le gardiennage, ou encore

le public des chômeurs, des handicapés, des habitants des quartiers populaires ou des migrants subsahariens…

Encore une fois, les conclusions auxquelles cette enquête a abouti demeurent partielles et provisoires. Elles constituent une manière d'appel à un effort collectif et interdisciplinaire pour des travaux approfondis et comparatifs : des affluents pour une sociologie des marges en cours de construction.

Le fil conducteur de cette étude est une contribution à une ethnographie qui soit du même geste une géographie sociale de la marginalisation. Aussi bien les régions de l'Intérieur, oubliées depuis des décennies, que les quartiers populaires ont constitué le territoire « privilégié » de la révolution et sont aujourd'hui encore le terrain de prédilection de la parole et de l'action protestataire.

Les pages qui suivent constituent la synthèse d'une enquête qui a permis de recueillir 20 témoignages dont 8 femmes et 12 hommes. Échantillon trop limité pour étayer des conclusions définitives, mais qui ouvre d'ores et déjà une fenêtre sur un horizon de recherche élargie appelée. Nous avons esquissé à la fin quelques pistes pour penser la Tunisie et le monde tels que nous voulons qu'ils soient.

LES MARGES SOCIALES DANS L'ŒIL DU CYCLONE

Immédiatement après la Révolution, les travaux de sociologie en Tunisie se sont intéressés aux « marges » comme le lieu primordial des mobilisations populaires qui ont fini par dresser la société entière contre l'ancien régime. Il s'agissait d'une quête de l'acteur décisif qui a déclenché l'insurrection du 17 décembre et abattu le régime de Ben Ali.

Dans un deuxième temps, les sociologies des élections, des migrations, du jihadisme ou des expressions culturelles nouvelles, comme le rap, se sont également tournées vers ces marges. Il y avait comme une reconnaissance que la société des marges, naguère occultée, est le point nodal pour comprendre et la condition *sine qua non* pour changer l'ordre social et politique existant.

Nous sommes conscients que le recours à la notion de marge ne va pas sans risques. Le recours récurrent à ce substantif aussi bien dans le discours savant que dans le registre contestataire nous a incité à l'utiliser tout en essayant de tenir compte de sa polysémie. Il faudra de toute façon y revenir par la suite et en problématiser les usages.

La notion de marge a tout d'abord une connotation territoriale et géographique. Elle réfère aux gouvernorats de l'intérieur, ceux du Sud, du Centre et du Nord-ouest. On sait que les indices de développement les mettent très loin derrière le triangle (nordique et côtier) de la « Tunisie utile ». La notion renvoie également aux quartiers populaires immenses qui entourent les grandes villes, et en particuliers ceux de la banlieue tunisoise. En vérité, ces quartiers constituent une projection suburbaine des régions de l'Intérieur ; car y résident surtout les familles que l'exode rural a rejetées aux alentours des grandes villes côtières.

L'autre connotation du concept est la situation de précarité vécue par les cohortes de chômeurs, de travailleurs

temporaires, de retraités aux faibles revenus, de migrants et de handicapés. On bute déjà sur l'ambiguïté inhérente à la notion de marge qui renvoie aussi bien à la pauvreté qu'aux individus, catégories et régions qui évoluent en dehors des cadres et des dispositifs de production et de distribution institutionnalisés[11].

Il est un grand malentendu qu'il convient de dissiper d'emblée : nombre de travaux sociologiques (de rapports d'information et de recherches sur les migrations irrégulières ou sur la violence en général et la violence de l'extrémisme politico-religieux en particulier) postulent une relation de cause à effet entre la marginalisation et l'émergence de ces phénomènes relativement nouveaux.

De là, des simplifications en série, délibérées ou pas, qui désignent les « marges sociales » comme le bouillon de culture de toutes les maladies de la société « normale ». Certains faiseurs d'opinion se sont emparés de ces fâcheux syllogismes pour répercuter la stigmatisation de cette « altérité » marginale. Cette manipulation médiatique de la dialectique misérable du pathologique et du normal dans le corps social procède de la fonction idéologique de ces médiateurs chargés d'occulter la fracture sociale.

Les « marges », de leur côté, « vivent leur vie » à leur manière et développent des récits qui rendent compte de l'inégalité dans tous ses états : économique, social, symbolique et politique. Ces récits racontent une représentation de soi, de la société, de l'État et du monde. Ils disent la quête toujours recommencée de s'adapter au monde comme il va ; récits performatifs qui se muent en actions, notamment après 2011. La révolution par delà les régressions, a ouvert la brèche de l'espérance et redonné de l'enthousiasme aux marginaux qui ont déboulé dans l'espace public, matériel et

virtuel, en inventant de nouvelles formes de mobilisation, de nouvelles expressions de la colère, un nouvel art de la rue (Street art), une nouvelle musique (le rap et ses succédanés sur le net), de nouveaux regroupements comme les ultras…

Les marges sont dotées de parole, elles donnent souvent de la voix et savent mettre en mots[12] le récit du quotidien invivable. Ces mots ne sont audibles que par intelligence au moment des ruptures fulgurantes. En attendant, ils sont « proférés » hors les murs du discours officiel, le discours de l'État, de « l'info », le discours froid des dominants suintant la morgue. Un discours informe car il ne ménage pas de place à la souffrance des marges. Un discours aveugle, incapable d'identifier ses pauvres. Il les rend invisibles parce qu'il ne les voit pas. Même lorsqu'il s'avise de voir, il est généralement trop tard. On se souvient du fameux « je vous ai compris » d'un Ben Ali couvert de ridicule avant d'être emporté par la tempête populaire.

Cet état d'esprit est une disposition générale. Elle se manifeste et se reconfigure en permanence. A partir du corpus fait de témoignages recueillis auprès de notre échantillon, de la compulsion de commentaires libres sur les réseaux sociaux, d'opinions et d'informations compilées tout au long des semaines de confinement, nous proposons une lecture de la souffrance, de l'angoisse, et parfois de l'indifférence, c'est-à-dire des réactions face à la pandémie telles qu'elles sont formulées par les acteurs issus des marges. Elles expriment, dans le contexte pandémique, l'intériorisation d'une précarité encore plus aiguë et plus complexe, mais aussi une espérance sourde nourrie par les petites victoires immédiates ou durables.

Un virus intempestif : peur, indifférence et inquiétude redoublée

Les études psychologiques permettent de constater que les modes de comportement individuels et collectifs subissent de profonds changements aux moments des catastrophes ou des épidémies. La vie quotidienne est comme déréglée et échappe à toute rationalité.

Les sociologues enregistrent à leur tour, la rupture du rythme routinier de la vie des individus et du fonctionnement des sociétés[13]. Les gestes, les reflexes et les habitudes au jour le jour sont brouillés et les réactions des uns et des autres sont imprévisibles.

Amir, jeune handicapé de 34 ans, vit seul, après le divorce de ses parents, dans un quartier populaire de Kairouan ; il ne cache pas son angoisse face à l'épidémie : « dès qu'on a commencé à parler d'un premier cas positif, puis d'un second, j'ai été pris de peur comme d'ailleurs tous les voisins. J'ai respecté l'appel au confinement et je n'ai pas quitté la maison depuis cinq jours. Je n'ai pas l'habitude de rester aussi isolé. Avant, je sortais sur ma chaise roulante faire mes courses, j'allais à la maison des jeunes où je participais aux activités du club de théâtre ; je suivais les matches de foot au café ; je suis passionné par le sport et un grand supporter de l'équipe nationale. Je suivais aussi les cours pour adultes qui ont été interrompus depuis le confinement. Aujourd'hui, je suis terrorisé et hanté par le spectre de la mort. Je suis complètement coupé du monde extérieur, plus personne ne vient me rendre visite, sauf une parente qui m'apporte de la nourriture ».

Vivant entre la chaise roulante et son lit, Amir est réduit à une condition carcérale : « Par les temps qui courent, vivre

dans une villa et vivre dans une geôle, ce n'est pas pareil », soupire-t-il. « Pourrais-je revoir un jour jouer les Aigles de Carthage et réentendre les supporters chanter l'hymne que j'ai composé à leur gloire ». Ces questions angoissantes hantent Amir qui n'en dort plus.

Bénéficiant de la pension pour familles démunies et de l'aide de 50 dinars décidée par le gouvernement, Amir n'arrive pas à « joindre les deux bouts ». Il doit s'acquitter de 200 dinars pour la location de la maison que lui a trouvée un ami ; et il est menacé d'expulsion par le propriétaire qui exige le paiement du loyer du mois de Ramadan. La misère est plus supportable à l'air libre, et l'espoir s'entretient en société, malgré le dénuement ; en revanche, la solitude et l'isolement accentuent la souffrance des plus pauvres. Le contexte anxiogène rend la pauvreté moins supportable.

Jamel, 42 ans, est un travailleur de chantier (الحضائر) au Tribunal immobilier de Zarzis. Il est en proie à une peur panique parce qu'il a croisé et salué, avec forces accolades, des amis rentrés de l'étranger quelques jours seulement avant le début du confinement.

« Je me suis isolé dans ma chambre, évitant même d'approcher mon vieux père malade. J'étais angoissé à l'idée que la contagion m'ait gagnée. Je suis un ouvrier pauvre. J'ai eu encore plus peur lorsque j'ai appris qu'il y avait un « foyer épidémique » à Jerba, surtout que l'infrastructure sanitaire du gouvernorat de Médenine est fragile et ne pourra faire face en cas de prolifération de la maladie, qu'à Dieu ne plaise ».

La panique vécue par Jamel en dit long, là encore, sur l'affect du citoyen en situation d'exclusion face à l'épidémie : il est envahi par un sentiment d'étrangeté par rapport à son propre pays. Le sens même de la vie est ébranlé chez lui.

Le propos est d'autant plus significatif que notre interlocuteur était, avant la pandémie, membre actif de la Coordination des ouvriers de la « hadhira » (□□□□□□□□) de Médenine. Jamel est un peu poète à ses heures ; il lui arrive de décrire, par des envolées émouvantes, sa condition d'ouvrier précaire et celle de ses camarades, ou la profonde tristesse qui l'étreint à chaque fois que l'un d'eux vient à mourir : Jilani Rhimi de Kébili ou Néji Ayari de Siliana… Le rendez-vous avec la mort n'est rien, elle serait bienvenue si elle nous surprenait dans un moment de lutte pour la libération de la patrie ou l'émancipation de notre peuple… Mais ils nous ont réservé une mort ignoble pour que le régime demeure, une mort de chiens errants. Ainsi parlait Jamel pour rendre hommage aux disparus lors de la dernière rencontre des mouvements sociaux.

Aujourd'hui, la sourde colère qui ne le quittait pas, a cédé la place à une douleur mêlée d'angoisse. Il se sent doublement menacé : par la précarité et par une maladie sournoise. Il n'est pas loin de se considérer comme un « mort-vivant », doublement encerclé par la misère sociale et le confinement. La colère, la peur, l'angoisse, la tension, le désespoir sont aujourd'hui des états partagés par tous, un peu partout dans le monde. Cependant, ces signifiants ne rendent pas compte suffisamment du vécu spécifique des individus ou des groupes sociaux en fonction de la « position » et de la « condition » sociale.

Le sociologue est tenu précisément de nommer les différences, de dévoiler les souffrances indicibles ou invisibles. Les enquêtes n'ont pas témoigné de la peur uniquement ; certains ont exprimé une sorte de résignation au fait accompli. Houcine est handicapé et vit de la vente de tasses de thé aux passants. Il habite avec sa famille à la

cité Essourour à Gafsa. Il évoque l'épidémie avec un certain détachement : « je n'accorde pas beaucoup d'importance à ce problème. Les gens n'ont que le mot corona à la bouche, moi je n'ai pas le temps d'y penser. Je dois sortir pour gagner de quoi vivre, pour ramasser deux sous… La mort viendra à son heure, en attendant, je confie mon destin à Allah et à personne d'autre ».

Ce qui frappe chez cet homme, c'est le mélange de fatalisme presque blasé et d'une volonté opiniâtre de gagner sa croûte, de la foi du charbonnier et du souci très « terre à terre » de subsister. En tout cas, l'épidémie ne semble guère l'inquiéter. Il n'est pas le seul à manifester de l'indifférence face à l'épidémie. Sihem, étudiante en philosophie à l'École normale supérieure, habitant à la cité Ettadhamen, ne décolère pas face à l'inconscience des jeunes de la cité : « je suis sidérée, dit-elle, lorsque je les vois regroupés dans la rue, faisant fi des mesures de précaution, des « barrières » sociales ; un comportement irresponsable ». Évidemment, les jeunes en question ne l'entendent pas de cette oreille. Dans le même quartier, deux « cultures » semblent s'opposer, celle de la jeune femme instruite au diapason avec la politique et les mesures gouvernementales, et une jeunesse qui ne se sent pas concernée, qui évolue dans un monde non conforme. La vie de quartier n'obéit pas aux mêmes règles.

L'attitude de Sihem corrobore les travaux sur le rôle de socialisation dévolu aux institutions de l'éducation et de l'enseignement. Elle fait partie de ceux et celles qui ont été épargnés par l'échec scolaire aggravé par la régression du niveau de l'enseignement et la recrudescence de l'analphabétisme.

L'intégration sociale est grippée par la crise de l'enseignement et la reproduction des inégalités et des facteurs de domination

(de classe ou de genre) s'en trouve élargie.

Hamida, diplômée au chômage, résidant au village de Jédéliane dans le gouvernorat de Kasserine, partage les mêmes appréhensions de Sihem : « les jeunes ne respectent pas les directives du confinement général, les cafés continuent à accueillir les gens clandestinement, des parties de foot sont organisées sur la place. Par peur pour moi et pour ma mère, j'ai appelé le poste de police pour contraindre les jeunes à rester chez eux. On dirait qu'ils cherchent à être contaminés et à diffuser la maladie autour d'eux pour assouvir je ne sais quelle vengeance. » Naguère, la même Hamida participait aux mobilisations sociales et ne se privait pas de dire tout le mal qu'elle pensait des « forces de l'ordre ». Aujourd'hui, dans le contexte pandémique, elle semble se réconcilier avec « la police républicaine » chargée de ramener à l'ordre ceux qui ne respectent pas la loi. Le contrôle social aurait quelque vertu dans le contexte actuel. Ce consentement met Hamida en porte-à-faux avec les autres jeunes.

La diversité, voire l'antinomie des attitudes vis-à-vis de l'État et de ses représentants illustrées par cet exemple prouve que le rejet du « Hakem » (le pouvoir) par les enfants des quartiers et des régions marginalisées n'est pas structurel. La violence de l'État peut être perçue comme légitime chez une partie du peuple des marges, du moins en situation d'exception. C'est dire que la proposition selon laquelle la sociologie des marges est celle du refus de l'État, une sociologie du non-État, est sujette à caution.

Pour autant, il faut se garder des interprétations essentialistes de l'indifférence des jeunes et de la ramener à un incivisme définitif, à l'irrationnel qui commande le comportement des exclus et des marginalisés. Il y a dans cette indifférence quelque chose qui ressemble au trouble identitaire qui

frappe les « classes réifieés » incapables de reproduire des représentations d'elles mêmes et de leur environnement social.

Des groupes qui ne parlent pas mais qui sont parlés. Voilà une jeunesse qui est littéralement dépossédée de soi[14], dont l'existence sociale est un corps-à-corps avec l'ennui. Elle n'est pas dans un rapport conflictuel avec le discours officiel. Elle est ailleurs. Elle n'éprouve pas de dissonance avec les décideurs. Elle les ignore autant qu'elle est ignorée par eux. C'est une histoire qui remonte à loin et qui met en jeu le rapport de l'État patrimonial et ses élites avec la société profonde et ses marginaux.

Les représentations sociales de la pandémie dans les milieux dits marginaux n'obéissent donc pas à des déterminations uniques. La peur et l'angoisse ordinaires interfèrent avec l'indifférence et le fatalisme. La religiosité, le nihilisme, le déficit présumé de « conscience civique » et l'aventurisme qui en découle, toutes ces motivations coexistent et aucune n'est opératoire de manière univoque. La sociologie des marges ne peut se satisfaire des invariants réductionnistes d'une anthropologie sommaire. La micro-analyse de terrain ne souffre aucun postulat *a priori*.

Un autre type de comportement, caractéristique celui-là des zones rurales, nous est rapporté par Moncef du Douar de Houaïdia : « nous sommes ici quelques quarante familles de l'arrière pays de Tabarka. L'épidémie apparaît tellement lointaine de notre paisible campagne. Nous avons l'habitude d'assurer nos besoins grâce aux produits de nos cultures. Notre vie poursuit son cours. Le problème n'existe que dans les grandes villes et dans la capitale où règnent la promiscuité et les bousculades ».

Voilà une image qui renverse nos hypothèses de départ.

Une campagne tranquille qui se prémunit des bruits et des fureurs pandémiques grâce à l'autosubsistance. Une image quasi bucolique des marges heureuses (une antiphrase ?) que ses traditions préservent d'un mal d'origine urbaine. Cela appelle bien des nuances évidemment, mais il est certain que les métropoles populeuses sont plus vulnérables face au ravage du virus.

La problématique de la peur, dans les campagnes lointaines, dans les quartiers suburbains ou dans les régions défavorisées, est polymorphe. Sur le plan strictement psychologique, rien de plus compréhensible, de plus légitime. Seulement voilà, cette passion triste n'est pas vécue comme une névrose individuelle, comme une souffrance solitaire. Elle est inséparable des affects changeant des groupes. La panique est intériorisée, ignorée ou domestiquée en fonction des lieux et des acteurs. Cela tient à la manière dont chacun se démène avec le « principe de réalité » imposé par le monde extérieur, pour le dire en termes freudiens[15].

Les migrants subsahariens : exit le racisme ?

Pour les migrants subsahariens, la Tunisie a longtemps été un pays de transit. Aujourd'hui, elle est devenue un pays d'installation. Des dizaines de milliers d'immigrés d'outre Sahara vivent désormais parmi nous. Outre les étudiants détenteurs de papiers de séjour, un grand nombre de migrants « irréguliers » se sont installés vivant d'expédients et travaillant dans les cafés, les restaurants, le gardiennage, la construction, l'agriculture saisonnière, ou les travaux ménagers… C'est dire qu'avant la crise, ils vivaient dans des conditions économiques incertaines. Voués à une double précarité psychologique (inhérente à l'illégalité du séjour) et sociale, ils vivent une double étrangeté : l'exil et le dénuement. La crise du coronavirus est venue bouleverser encore une

existence fragile et des équilibres bricolés au jour le jour : l'organisation de fragments de communautés solidaires dans un environnement modérément hospitalier (l'euphémisme est ici de rigueur), l'aménagement d'espaces privatifs en chapelles de fortune pour la prière, l'accommodement de « petits boulots » sous-payés, notamment pour les femmes de ménages obligées d'accepter des conditions qui confinent à la traite[16].

Ayoub est un demandeur d'asile soudanais, vivant en Tunisie depuis moins d'une année, après s'être infiltré à travers la frontière libyenne. Travaillant dans le bâtiment, il touchait un salaire journalier de 25 dinars, n'ayant droit ni à un repos hebdomadaire, ni à une couverture sociale. Il vit aujourd'hui, en compagnie de 24 autres réfugiés soudanais somaliens et érythréens, dans une auberge de la capitale. Ils partagent le même espace et la même salle d'eau.

« J'ai perdu mon travail à la suite de la pandémie ; depuis, je suis en proie à une peur grandissante. En plus de la maladie qui guette, à mesure que la période de chômage s'allonge, je me sens démuni et très inquiet du sort de mes parents restés au pays qui attendent le pécule que je ne peux plus leur envoyer. »

Ayoub est détenteur d'un diplôme professionnel en mécanique auto, mais il a tenté en vain de trouver un emploi correspondant à ses compétences, mécanicien par exemple. « Tous mes plans et toutes mes démarches, pour constituer un dossier d'émigration au Canada ou vers un autre pays en Europe, sont tombés à l'eau. Mes rêves se sont évaporés ».

La situation dans laquelle se trouve Ayoub est le lot de nombre de ses congénères subsahariens, confinés entre la crainte d'être contaminés, la peur de l'avenir en Tunisie et le désespoir d'avoir laissé des parents démunis.

Blamassi, un immigrant de Côte d'Ivoire, militant dans le milieu associatif subsaharien en Tunisie, abonde dans le même sens qu'Ayoub : « la crise, telle qu'elle est vécue par les migrants, est à la fois économique, sanitaire et humanitaire. Pourtant, nous n'avons jusque là enregistré aucun cas de contamination. C'est le chômage qui est vécu par tous comme un drame, sachant que la plupart n'ont pas de contrat de travail, donc aucun accès aux droits garantis par la loi. A l'heure qu'il est, nous avons beaucoup de difficultés à garder nos logements puisque nous ne sommes plus en mesure de payer les loyers à la fin du mois ».

Blamassi souligne la situation particulière des femmes migrantes : « une grande partie des femmes employées dans les cafés, les restaurants, les femmes de ménages n'ont plus de travail parce que les employeurs et les familles confinées n'ont plus besoin de leurs services. Ajoutez-y la peur du virus que la femme de ménage risque de ramener à la maison… ».

Ainsi va la crise du Coronavirus, elle est en train de révéler, une par une, les tares invisibles de l'ordre social qui est le notre. En l'occurrence, c'est la situation des femmes de ménages étrangères amenées par les réseaux africains de « traites ». La condition sociale de ces femmes est une des questions innombrables qu'il faudra demain dévisager les yeux ouverts sur « ce qui ne peut plus durer dans ce pays ».

Et Blamassi d'ajouter : « ce qui nous pend au nez aussi, c'est le sort des femmes enceintes et des migrants souffrant de maladies chroniques qui ont besoin de médicaments et qui n'ont plus les moyens pour se les procurer » !!

Ce témoignage qui contourne avec pudeur la question lancinante du racisme ne dispense pas de se pencher sur la question des migrants dans toute sa dimension : l'emploi précaire, le droit aléatoire au séjour… En un mot, la question

de l'hospitalité qui doit être pensée non plus comme une question morale mais comme un impératif d'intégration sociale.

Aussi bien les Organisations non-gouvernementales (ONG) internationales à vocation humanitaire que les militants de la société civile tunisienne et les lanceurs d'alertes n'ont cessé d'attirer l'attention sur la situation des migrants et des réfugiés[17]. Les décisions récentes du gouvernement et la collaboration entre le ministre des Droits de l'Homme et les collectifs associatifs pour venir en aide et organiser la solidarité avec les subsahariens sont de bon augure.

Reste la question du racisme. Question redoutable sur le double plan sociologique et anthropologique : la loi antiraciste est une avancée réelle[18], mais demeure insuffisante tant que le « rejet » des subsahariens demeure une banalité sociale.

Des campagnes isolées. La Tunisie oubliée face au Coronavirus

La question agraire, comme on disait naguère, se décline avant comme la question des campagnes marginalisées. Les travaux post révolutionnaires se sont penchés sur ce sujet et mis l'accent sur la crise structurelle du secteur agricole depuis l'indépendance. Elles ont mis à jour l'incurie des politiques de développement et ses retombées sociales dans les campagnes de l'intérieur. Les études d'économie politique[19] ont démontré que le choix par l'État de l'émigration massive, comme solution pour les habitants de ces régions, était tragiquement erroné. Au lendemain de la révolution, les nouveaux gouvernants ont pu constater le fossé qui séparait les délégations des « zones d'ombre » des délégations protégées. Les indices de développement régional publiés en 2012 sont à cet égard très éloquents :

non seulement la situation de blocage de ces régions est un frein au développement économique de tout le pays, mais les conditions élémentaires de la vie sociale dans ces campagnes sont compromises. Les mouvements sociaux pour le droit à l'eau qui se sont succédé depuis juillet 2012 en témoignent. Les autorités de l'époque ont ignoré ces mouvements quand elles ne les ont pas réprimés : les arrestations et les procès ne se comptent plus dans de nombreuses régions[20].

Amel est avocate originaire de Dhibet et militante dans le Mouvement pour le droit à l'eau. Elle lance un cri d'alarme : « nous nous mobilisons pour l'accès à l'eau depuis des années. Aujourd'hui le groupement de développement agricole (GDA) est criblé de dettes et n'arrive même plus à assurer l'approvisionnement des habitants en eau. Que dire des produits de nettoyage et de désinfection ».

L'observatoire tunisien de l'eau (OTE) ne cesse d'alerter l'opinion et les autorités sur les perturbations qui affectent la distribution de l'eau potable dans nombre de régions. Un mois après l'annonce du premier cas de contamination par le Coronavirus, l'observatoire a reçu des alertes concernant les interruptions de distribution d'eau, des cas de pollution et des protestations répétées sur les réseaux sociaux dans 22 gouvernorats.

Cet observatoire, géré par Nomad08 s'occupe du dossier du droit à l'eau et des problèmes de pollution de l'eau potable sur tout le territoire. Selon le président de cette association, Alaa Marzouki, « un grand nombre de régions souffrent d'un manque flagrant dans l'approvisionnement en eau potable, surtout en été. Des localités sont parfois privées d'eau durant plusieurs jours. Le réseau de la SONEDE a vieilli et l'État traîne les pieds pour le rénover ».

La question de l'eau est, en Tunisie, d'une importance

stratégique qui déborde le cadre de ce travail. Restons avec Alaa sur les problèmes brûlants d'aujourd'hui : « malgré les déclarations officielles qui se veulent rassurantes, le manque et les coupures d'eau, notamment dans les régions gérées par un GDA, sont très fréquents. Nous avons publié un communiqué appelant la STEG à arrêter les coupures d'électricité et à reporter le paiement des dettes de certains GDA. Dans un communiqué commun, le 12 mars, l'OTE et Nomad08 ont évoqué le sort des victimes de la soif et victimes du Coronavirus ».

S'appuyant sur l'article 44 de la constitution, ils se sont adressés au président de la République, au chef du Gouvernement, au ministre de l'Agriculture, ainsi qu'à la STEG et à la SONEDE, les exhortant à prévenir des pénuries aux conséquences dramatiques.

Dans les différentes régions concernées, le besoin en eau est la priorité des priorités. Elles ont même tendance à trouver les autres problèmes vécus dans d'autres régions comme accessoires. En tout état de cause, toute politique uniformisante est vouée à l'échec. Chaque région a des spécificités qui doivent être prises en compte. Vieille question qui se pose partout dans le monde, où les États butent toujours sur les différences d'un territoire à l'autre, différences qui n'obéissent pas toujours aux critères de la pyramide de Maslow[21].

On se retrouve ainsi face à un dilemme cornélien : d'un côté des populations éloignées qui luttent pour l'accès à l'eau, pour la survie et la dignité ; de l'autre, un État qui, au nom de l'impératif sanitaire, demande aux habitants d'un bout à l'autre du pays, de respecter les mêmes directives administratives et sanitaires. Force est de constater que l'institutionnalisation uniforme achoppe sur la désobéissance

des « sans-parts ». On retombe à chaque fois sur la même problématique : la reproduction de la domination et les politiques du mépris aboutissent un jour ou l'autre à une impasse[22].

Au-delà du problème de l'eau, cette impasse est illustrée par maints autres exemples. Lotfi, diplômé chômeur originaire de Bouhajla, dans le gouvernorat de Kairouan témoigne : « j'ai arrêté le travail saisonnier dans la cueillette des olives qui me permettait de vivre, à la suite d'un contrôle de sécurité qui nous a empêchés de nous déplacer au gouvernorat de Mahdia en raison du confinement obligatoire. Je suis chômeur depuis des années. Et me voilà privé d'un emploi provisoire et d'un revenu certes dérisoire, mais qui me permettait de soulager un peu ma famille qui m'entretient ! »

Ces expédients auxquels recourent de nombreux jeunes chômeurs, malgré les maigres salaires qu'ils procurent, leur permettent de survivre. Ils sont aujourd'hui interrompus ; autant dire que c'est l'existence sociale de ces jeunes qui est suspendue. Les cas sont fréquents dans des régions comme l'arrière-pays de Kairouan situé dans la deuxième bande territoriale selon le classement opéré par le géographe Adnan Haydar, du Nord au Sud[23].

Cette dichotomie transparaît dans les propos de Lotfi : « lors de mes déplacements à Mahdia pour le travail, j'ai pu constater le soin mis par les autorités à appliquer les mesures du confinement obligatoire. En comparaison, le gouvernorat de Kairouan est oublié. A Mahdia tout est organisé, à Kairouan, c'est l'anarchie totale ».

Le sentiment de discrimination est récurrent chez les habitants des régions intérieures. La crise ravive et jette une lumière crue sur cette vieille douleur. Hédi appartient à une « famille démunie » ; il nous livre un autre témoignage sur la

fracture socio-territoriale et aussi sur les résistances locales aux directives nationales. Après avoir participé à beaucoup de mobilisations pour l'emploi, il a pu décrocher un poste au sein de l'union nationale de solidarité sociale (UTSS) dans sa commune : « à Mejel bel Abbas, la priorité de tout le monde c'est la nourriture. Afin d'accéder aux aides (décidées par le gouvernement), beaucoup se sont déplacés de leur campagne vers le chef lieu de la délégation, afin également de se ravitailler en semoule et en fourrage pour les brebis, en faisant fi des mesures de confinement et de distanciation sociale ».

Abdelhalim, « le cheïkh des chômeurs » comme le surnomment ses amis, et pour cause – il a 40 ans – milite au sein de la coordination nationale des mouvements sociaux. Il ne cesse de publier sur sa page facebook des appels au gouverneur de Sidi Bouzid le conjurant de « regarder » du côté des zones campagnardes et des délégations et de ne pas se focaliser sur le chef lieu du gouvernorat.

La gestion de la crise entre le centre et l'intérieur souffre de dysfonctionnements patents. Les collectivités locales ont été mises en place récemment (après les élections municipales de mai 2018). Elles ne disposent ni de la logistique ni de l'infrastructure matérielle nécessaires, et souffrent, à l'évidence, de compétence politique pour faire face à la crise. Les conseils municipaux nouvellement élus, les gouverneurs, les délégués et les omdas ne semblent pas globalement à même d'affronter les problèmes locaux et de répondre aux impatiences légitimes de leurs administrés. Pire, ils sont souvent empêtrés dans les querelles et les tiraillements entre partis politiques. On comprend dès lors, que le citoyen de l'intérieur a le regard rivé sur les autorités centrales, la présidence de la république et celle du gouvernement dont

il attend tout.

C'est dire que le déploiement de l'autorité politique sur le territoire tunisien est moins une question juridique et réglementaire qu'une question politique et de développement. L'ancien régime était, en partie, capable de s'assurer l'allégeance des marges grâce au quadrillage du Parti-État et aussi, grâce à « l'attente comme mode de gouvernement » (Hamza Meddeb) : le responsable local usant systématiquement de promesses et de report des problèmes au lieu de les prendre à bras-le-corps.

Il ne manque pas de partis qui essaient de reconduire, à leur profit, les réseaux clientélaires du RCD et de s'assurer quelques obédiences parmi les populations marginalisées. Ils y réussissent peu ou prou. Dison plutôt qu'ils arrivent à s'implanter et à se ménager une présence dans ces lieux périphériques. Mais personne ne peut se targuer de « régner » sur les marges, ni de garantir un électorat pérenne chez les invisibles. Le parti défunt n'a pas laissé d'héritier capable de relayer son hégémonie.

Ce constat est corroboré par Habib, lorsqu'il nous rappelle le sit-in de : « Jendouba veut un développement authentique » en 2019, ou lorsqu'il répercute les doléances des campagnes de ce gouvernorat par rapport au manque de ressources de base, et l'exaspération des gens après 10 jours de confinement sanitaire. Des rappels qui soulignent *a contrario* l'efficacité de la démocratie participative et de la gouvernance ouverte pour calmer les esprits. Tel ne fut malheureusement pas le choix stratégique de l'État tout au long des années postrévolutionnaires. Le développement local et régional attend encore la volonté politique véritable pour le mettre en route.

Faut-il rappeler que l'insurrection révolutionnaire a

été déclenchée dans les villes de l'intérieur. Elle est l'aboutissement de la double fracture sociale et territoriale (Amor Belhédi). Ce déséquilibre demeure aussi criant qu'avant la révolution et les mobilisations « perlées » à travers le pays sont-elles autre chose que la quête d'une expression politique et civile (pacifique), d'une alternative égalitaire.

Les statistiques de l'année 2015 indiquent que le taux de pauvreté oscille entre 6,3% et 12,6% dans la bande côtière, alors qu'il atteint 17% au Sud-ouest et culmine à 30,3% au Centre-ouest. Le nombre de Tunisiens en situation de grande pauvreté s'élève à 320 mille : toute une population qui n'a pas les moyens d'une vie décente en termes de logement, d'habillement et de nourriture. Les gouvernorats de Kairouan et de Kasserine sont les lanternes rouges de ce triste palmarès. A Kairouan, 85 mille Tunisiens vivent en dessous du seuil de pauvreté et 199 mille dans la pauvreté extrême.

C'est la deuxième fois – cette fois-ci à cause de la pandémie – que la Tunisie est en mesure de toucher du doigt la souffrance sociale des marges. Même si l'autisme cossu dans lequel se confinent les élites économiques et politiques les empêche de voir la misère nue que l'épidémie dévoile au grand jour. C'est ce qui confère à la recherche sociologique un rôle si important dans l'identification du moment de basculement politique de la question sociale.

Chômage et emploi précaire. La pandémie comme révélateur de la souffrance sociale

Longtemps, les chiffres de la précarité ont été occultés. Le grand public, en tout cas, n'avait pas accès à la réalité des statistiques. Depuis la Révolution, le discours officiel a

changé et l'information est désormais à la portée de tous : en plus des 700 mille chômeurs, il y a 285 mille familles démunies, 622 mille familles au revenu modeste ; 70 mille travailleurs de chantiers ; 40% des 950 mille retraités perçoivent des pensions en dessous du SMIG. Ajoutons les dizaines de milliers d'ouvrières agricoles qui constituent 70% de la main-d'œuvre agricole… Ces gens « d'en bas » ont fait irruption, à la faveur de la crise épidémique, dans le champ de vision des commentateurs et des décideurs. Hier encore, ils évoluaient dans la froideur opaque des chiffres, les voilà qui déboulent dans les rues, dans les cohues devant les guichetiers, ou les points de distribution des produits de première nécessité. De l'invisibilité à l'hyper visibilité de crise. Il est primordial, pour notre démocratie, d'assurer les conditions de la banale visibilité de tous le spectre social.

Sana est une ouvrière agricole de la délégation de Ben Aoun, du gouvernorat de Sidi Bouzid. Elle réservait à sa famille un revenu quotidien de 11 dinars par jour sur un total de 14 dinars, dont elle soustrayait 3 dinars de transport de Ben Aoun à la ferme où elle travaille. Elle a perdu son travail en raison des mesures de confinement obligatoire et de « distanciation sociale » qui rendent impossible de prendre les camions de transport jusqu'au lieu de travail. « Au début, nous avons continué à travailler, après avoir diminué le nombre d'ouvrières transportée par camionnette. Mais le durcissement des mesures nous a contraintes à arrêter le transport et le travail. Cela nous pose un grave problème financier. Mon mari travaillait par intermittence comme charretier. Empêchée par la maladie, il a dû quitter le travail ; nous avons fait une demande pour bénéficier de la pension « famille démunie ». En vain, mon mari n'ayant pas atteint la barre de 60 ans qui donne accès à ce droit ».

Zaara est originaire de la même région et partage la même condition que Sana, ouvrière agricole privée de travail. De la précarité au dénuement. Il faut ici souligner l'importance des revenus (pourtant si dérisoires) drainés par ces ouvrières dans un monde qui manque de tout. Elles sont souvent les seules pourvoyeuses de ressources pour leurs familles. On peut imaginer le traumatisme social que constitue l'arrêt du travail.

La situation des ouvrières agricoles qui défraie la chronique régulièrement, le temps d'une émotion fugitive, est emblématique du travail précaire dans le pays. Un travail pénible pour des salaires de misère, sans couverture sociale, et des conditions de transport telles qu'on a pu parler des « camionnettes de la mort » en évoquant les véhicules où les femmes s'entassent pour rejoindre leur lieu de travail.

Faten Mbarek décrit ainsi la condition de cette catégorie de paysannes : « les femmes ouvrières agricoles sont considérées comme une des catégories les plus malmenées de la société tunisienne. Elles travaillent principalement comme « suppléantes » dans l'agriculture familiale, sans statut salarié reconnu, ou alors comme ouvrières saisonnières avec des revenus encore plus bas, sans cadre statutaire, et souvent sans couverture sociale. Selon les statistiques existantes, 33,3% de ces femmes sont affiliées au régime de la Sécurité sociale. Une proportion très faible au regard de leur nombre et au rôle économique qu'elles jouent. Le secteur agricole représente 9% du PNB et 16% des emplois. Ce secteur repose tout entier sur la force de travail féminine, soit un demi-million de femmes et 43% des femmes actives en milieu rural dont 32,5% de salariées dans le secteur non-structuré et les grandes propriétés »[24].

La condition de ces ouvrières illustre bien ce qu'on a appelé

la féminisation de la pauvreté. Sans parler de l'insécurité permanente du travail informel qui est le lot d'une grande partie des femmes ouvrières. L'actualité se charge de temps en temps d'attirer l'attention sur ces femmes à l'occasion d'un accident dramatique comme le renversement d'une camionnette par exemple et les nombreuses victimes qui s'en suivent. Mais la règle, c'est l'occultation et le silence autour d'une condition insoutenable. Les accidents de transport sont fréquents parce que les femmes sont obligées de parcourir quotidiennement une vingtaine de kilomètres à l'arrière de véhicules ou de tracteurs sans aucune règle élémentaire de sécurité à travers des chemins cahoteux. Toujours selon Mbarek, 10,3% des ouvrières ont été victimes d'accidents de travail, 21,4% travaillent dans des conditions périlleuses, 62% travaillent dans des conditions difficiles et 18% dans des conditions très pénibles.

Face à la pandémie, nous ne sommes pas égaux comme on a pu le dire. Selon qu'on soit « puissant ou misérable », nous affrontons le mal avec plus ou moins de droits, plus ou moins de moyens. Le déni de réalité n'efface pas la réalité. La situation des femmes rurales, particulièrement précaire, est à cet égard une leçon de choses. Informelle ou pas, la société dans laquelle elles évoluent existe bel et bien. La cessation d'activité est pour eux tragique, mais aujourd'hui elle est également problématique pour le secteur non structuré, et par contrecoup pour la société entière. Le drame qu'elles vivent est un détail au sens pictural d'une crise qui ne manquera pas de toucher tout le secteur agricole. Les retombées de cette absence seront énormes.

S'agissant du secteur informel proprement dit ou l'économie parallèle, comme le baptisent certains commentateurs, il représente 40% de l'activité économique du pays, voire

beaucoup plus. Radhia divorcée et mère de deux enfants, réside à Kébili. Elle témoigne : « j'ai été obligée d'entrer dans le secteur de l'économie parallèle après avoir perdu mon emploi comme caissière au Magasin Général. La pension qui m'a été accordée en guise de retraite anticipée est trop chiche et ne permet guère de subvenir aux besoins de mes enfants. Avec un groupe de femmes de Kébili, nous avons pris l'habitude de traverser la frontière algérienne une fois par mois pour acheminer de la marchandise que nous mettons en vente le jour du souk hebdomadaire. Depuis la fermeture des frontières et la limitation de la circulation, nous avons toutes perdues un revenu relativement stable ». Radhia est débrouillarde et arrive à se procurer une sécurité financière minimale, grâce notamment au complément de revenu que lui procure la mise en location d'une petite maison. Mais, nous dit-elle « combien d'autres femmes se sont retrouvées sur la paille dans la situation actuelle ».

L'économie et la société locale, officielle ou informelle, structurée ou souterraine, sont frappées de plein fouet par la crise. Jamais l'impératif de développement de ces régions, « lointaines » ou frontalières, ne s'est posé avec autant d'acuité. Les mouvements sociaux récurrents dans ces régions depuis 2011 peuvent être perçus comme un indicateur grandeur nature. Comme le souligne Mohamed Ali Ben Zina[25], on ne peut s'en laver les mains en stigmatisant la contrebande ou s'en remettre aux « solutions sécuritaires, de toute façon inefficaces. Il convient avant tout de connaître le terrain et de dévisager la situation économique et sociale qui produit ladite « contrebande » et ne cesse de la reproduire. Cette activité, qui faisait vivre une grande partie de la société locale, en s'arrêtant condamne toute la région au marasme et les familles à l'indigence. Le commerce frontalier était un exutoire pour les jeunes chômeurs comme

pour leurs mères qui pouvait « bricoler » des conditions de vie « tenables ». C'est un amortisseur qui empêche la société locale d'imploser (ou d'exploser). Du moins provisoirement. L'État ne s'y est pas trompé qui profite de l'accalmie sociale et laisse ces sociétés frontalières évoluer en « roue libre ». Mais à y regarder de plus près, la posture de Ponce Pilate ne peut tenir à la longue.

S'agissant des sociétés oasiennes comme Kébili, il faudra bien un jour se pencher sur la crise de la culture dattière dominée par quelques latifundiaires locaux qui se soucient peu d'y intégrer des industries agro-alimentaires qui font cruellement défaut dans la région. L'État, ici comme ailleurs, navigue à vue et tarde à se doter d'une vision stratégique englobant l'agriculture locale et les ressources fossiles dans ce vaste Sud.

Selon Hamza Meddeb, la marginalisation et la déstructuration de l'économie des régions frontalières s'inscrit dans le processus historique de « formation asymétrique de l'État [26] en Tunisie. Le développement inégal des régions est étroitement lié au déploiement inégal de l'État sur le territoire, ou carrément son retrait dans les régions de l'Intérieur au profit des régions côtières. De là l'« autonomisation » de secteurs entiers de économie qui vont évoluer indépendamment des règles et en dehors des circuits réguliers. L'économie parallèle, qui s'étend bien au-delà de ces régions frontalières, produit ses propres acteurs déconnectés de la société officielle.

Tout-à-coup, advient la pandémie obligeant ces derniers à se replier chez eux. Toute une chaîne économique et sociale est stoppée, les travailleurs informels mais également les consommateurs et les circuits qui vivent de cette économie sont atteints de plein fouet par la crise.

Un autre secteur, déjà sinistré avant la crise, l'industrie du textile et de l'habillement qui emploie, elle aussi, une main-d'œuvre principalement féminine. En difficulté grandissante depuis la fin des années 1980, les usines de textile tournées vers l'exportation (la fameuse loi 1972) emploient quelques 160 mille femmes. « Les injustices subies par les femmes travaillant dans le secteur du textile s'assimilent à une violence institutionnalisée par les divers décideurs dans cette industrie, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, avec la complicité de l'État. Celui-ci a préparé le terrain par une batterie de lois permettant une exploitation « optimale » de la main d'œuvre féminine du secteur. Le travail précaire a aussi été légalisé par l'adaptation locale de la liberté absolue du marché générant un modèle de développement inique mis en place au milieu des années 1980 »[27].

Les ouvrières du textile sont victimes d'une double exclusion : celle liée à la surexploitation durant leur parcours professionnel et celle de la marginalisation accomplie au moment des ruptures de contrats de travail arbitraires bien avant l'âge de la retraite.

Le modèle de développement existant étroitement lié aux politiques d'ajustement structurel imposée par l'insertion dans l'économie mondialisée, constitue un cadre de reproduction du travail précaire. L'État s'est chargé de mettre en place les législations idoines pour les investisseurs aux dépens de la main-d'œuvre. La force de travail a été progressivement adaptée aux mécanismes du marché comme n'importe quelle marchandise soumise à la loi de l'offre et de la demande. Foin des droits fondamentaux de travailleurs stipulés pourtant par les conventions et traités internationaux et par les droits de l'Homme en général. Le Code du travail a, dès 1996, évoqué les impératifs de

flexibilité de l'emploi, autre nom de la précarité, et prévu des dispositions concernant les contrats à durée déterminée, les contrats de sous-traitance, la non-titularisation des travailleurs etc. Depuis, 75% de la main-d'œuvre du secteur textile en Tunisie est astreinte à travailler dans ce cadre. »[28]

« Le code des investissements a prévu toutes les formes d'incitations et d'encouragement afin d'attirer les investisseurs privés, aux dépens des droits économiques et sociaux des ouvrières du secteur du textile. D'autant que cette industrie doit faire montre de compétitivité après l'annulation des accords multifibres ; une des conditions étant la baisse des salaires des ouvrières. Les « cadeaux » juridiques offerts par l'État aux investisseurs constituent un feu vert pour la violation des droits des ouvrières quelle que soit leur situation professionnelle : contrat à durée déterminée ou contrat à durée indéterminée.

Au-delà du cadre juridique, la souplesse des différentes administrations chargées d'appliquer la loi dans le secteur virent souvent au laxisme dans le traitement des cas de violations des droits des ouvrières, au nom de la préservation de l'emploi. A l'arrivée, ces dernières se retrouvent sans recours à chaque fermeture intempestive d'entreprises : constat de faillite, délocalisation à l'intérieur ou à l'extérieur du pays sans aucune poursuite du responsable juridique de l'entreprise.

A moins de preuve irréfutable de faillite provoquée de l'entreprise, les travailleuses ne peuvent invoquer le droit du travail devant les juridictions tunisiennes, ni récupérer les sommes pillées par les investisseurs, c'est-à-dire, les indemnités et les dédommagements du personnel licencié et des redevances dues à la CNSS, les taxes et, le cas échéant, les dettes. »[29]

La précarité du travail dans ce secteur est tangible à plusieurs niveaux :

- La détérioration des conditions de travail dans les usines de sous-traitance

- Les espaces de travail n'obéissent pas aux normes de salubrité requises dans cette industrie.

- le travail en lui-même très pénible en raison de la durée trop longue du labeur quotidien, sans compter les heures supplémentaires souvent imposées par la direction pour respecter les délais d'exportation.

- les séquelles des efforts outranciers : comme les troubles musculaires, les douleurs articulaires, les allergies, la fréquence des accidents du travail en l'absence de règle de sécurité professionnelle adéquates dans la plupart des entreprises.

- les violations liées à la « flexibilité » et touchant aussi bien les contrats que les fiches de paie, les primes, les heures supplémentaires, la couverture sociale…

- Après l'adoption du plan d'ajustement structurel, l'État a opté pour des politiques impartiales qui donnent la part belle, en termes d'exemption fiscale et d'encouragement au capital privé, … Une politique de séduction tout azimut de l'investisseur dont le volet essentiel est le coût très bas de la main d'œuvre. Les droits économiques et sociaux des travailleurs sont sacrifiés sur l'autel de la sainte trilogie : l'investissement (facilité), l'exportation (bradée), l'emploi (précarisé).

Cette faiblesse de l'État face au capitalisme privé, notamment étranger, et le peu de cas qu'elle fait des droits des citoyennes que sont les ouvrières, porte atteinte aux conventions

internationales ratifiées par la Tunisie qui stipulent la protection des femmes travailleuses et l'élimination de toutes les formes de discrimination[30].

« En dépit de l'immense contribution en devise de cette tranche de la population (environ 1/5 du produit intérieur brut du pays), on remarque une insensibilité des politiques sociales de l'État à leur sujet, malgré des revenus très faibles et une détérioration notoire du pouvoir d'achat des ouvrières, due à l'inflation galopante et à la hausse vertigineuse des prix. L'État n'a pas contribué à trouver des solutions efficaces en vue de sauvegarder le socle des droits fondamentaux des ouvrières, surtout en ce qui concerne la nutrition, le logement et la santé. En effet, les salaires bas et précaires ne permettent guère à ces ouvrières de s'assurer des calories nécessaires pour raviver leur force de travail, d'autant plus qu'elles se limitent à une alimentation quantitativement et qualitativement médiocre. Elles n'ont ni les moyens ni le temps pour prendre un petit déjeuner copieux et un grand nombre d'entre elles se limitent à un déjeuner frugal – casse-croûte, constitué de pain et de produits assaisonnés, achetés dans les épiceries et les fast-foods – dont la teneur en calorie est insignifiante.

(…) Le rôle restreint de l'État apparaît aussi lors des négociations sociales organisées une fois tous les trois ans sous l'ancien régime et une fois par an depuis l'insurrection populaire, lesquelles négociations prenaient en compte le rééquilibrage des salaires et la résorption d'une partie de l'inflation auxquels l'État a recours en vue de préserver ses capacités concurrentielles sur les marchés internationaux. Ces négociations n'ont jusque-là pas réellement pris en compte l'inflation nationale galopante, ce qui a des conséquences néfastes sur le pouvoir d'achat des ouvrières. »[31]

Les femmes travaillant dans le secteur du textile sont des travailleuses « jetables », au sens strict. Comme le confirme le témoignage de Rebh, beaucoup d'employeurs se passent de leurs services après l'âge de 40 ans. Lorsque la productivité commence à décliner et que les corps deviennent plus fragiles face aux maladies. Réduits au chômage, elles perdent leurs droits aux soins. Si l'on considère qu'en l'état actuel de la législation du travail, elles ne peuvent, pour la plupart, bénéficier des droits rattachés à la retraite anticipée strictement encadrée (50 ans d'âge, trois enfants à charge ou 66% d'invalidité).

Les employeurs recourent à deux procédés prévus par la « flexibilité » du travail :

- Le non-renouvellement des contrats de travail à durée déterminé lorsque l'ouvrière est victime d'un accident de travail ou d'une maladie professionnelle ou simplement lorsque sa productivité donne des signes d'affaiblissement après 40 ans. Elle devient *ipso facto* indésirable et ses droits professionnels disparaissent du jour au lendemain. Qu'importe l'expérience accumulée depuis de longues années. La sainte flexibilité est calibrée pour favoriser l'employeur et ne prévoit aucune possibilité de recours pour l'employée. Une situation typiquement discriminatoire avalisée par l'État. Rarement les lois du marché ont été aussi débridées. Les conditions de travail sont encore plus féroces pour la main-d'œuvre en sous-traitance plus discriminée en termes de salaires, de primes, de couverture sociale, en raison de leur statut dérogatoire aux dispositions les plus élémentaires du Code du travail.

- Deuxième technique, qui touche cette fois les travailleuses titulaires : le chef d'entreprise procède à la fermeture soudaine de l'usine, contournant ainsi l'obligation

d'indemnisation en cas de licenciement abusif. Les recours auprès des tribunaux se perdent dans les dédales de la justice et débouchent le plus souvent sur des jugements inapplicables. Les titulaires rejoignent ainsi les non-titulaires dans la commune exclusion[32].

Leïla travaille dans le secteur depuis 30 ans : « lorsque j'entends qu'il y a des gens qui touchent un salaire de 1 500, voire 2 000 dinars, j'éclate en sanglots et je suis envahie par un sentiment de profonde injustice. Je ne me considère plus comme la citoyenne d'un pays qui se targue de défendre les droits des femmes. Après trois décennies de loyaux services, le patron de mon usine me verse un salaire de 400 dinars, autant dire un plat de lentilles. »[33]

Les « filles de l'usine », comme on les appelle, portent ce sentiment comme une croix. Rebh, 42 ans, ouvrière originaire de Kasserine. Elle a été victime d'un licenciement abusif à la suite de la fermeture frauduleuse de l'usine par l'employeur étranger. Elle s'exprime sur le contexte de la crise sanitaire du Coronavirus : « dès que la pandémie a atteint l'Italie, nous avons commencé à sentir le danger. Certaines usines ont continué à fonctionner jusqu'au 20 mars. Les filles étaient prises de panique. Certaines usines employaient 100, voire 150 ouvrières travaillant sur des machines à coudre collées les unes aux autres. Aucune machine n'était à 1 mètre de l'autre, c'est un mensonge ».

Rebh, qui est restée en contact avec ses collègues, affirme que beaucoup d'entre elles avaient peur pour leur vie et pour l'avenir de leurs enfants. « J'ai confié mon fils à ma voisine ; que va-t-il de venir si je suis infectée par le virus » lui a dit une de ses anciennes copines d'usine. Quant à Rebh, privée de salaire et sans indemnité de licenciement, elle tente de survivre comme elle peut : « je dois déjà 200 dinars à l'épicier

du quartier. Je ne sais pas comment je vais me débrouiller. Dieu me viendra en aide ! ».

Le cas de Rebh est une métaphore vivante du vécu de toute une catégorie sociale : après bien des années de travail, c'est le licenciement abusif et la non-obtention (comme ses 60 collègues) d'une indemnité qui leur revient de droit… Elle affronte aujourd'hui la menace du virus dans le dénuement quasi absolu. Elle, hier si prompte à défendre ses droits, se retrouve maintenant dans l'incapacité même de sortir et de protester.

Un court documentaire produit par le FTDES[34], produit en partenariat avec l'association canadienne Alternatives, montre beaucoup de témoignages sur la situation du même secteur, sur les maladies professionnelles contractées pour nombre d'entre elles, sur leur exploitation à outrance par certains investisseurs étrangers, sur l'absence de « filet » juridique protecteur, sur la faible représentation syndicale…

Basma résume la violence cachée de cette double misère de condition et de position : « mon salaire était le seul moyen que j'avais pour vivre et subvenir aux besoins de mon fils et de ma fille. Aujourd'hui, sans revenu j'ai tout perdu ».

Le FTDES qui s'est depuis longtemps intéressé au problème des ouvrières du textile a lancé un cri d'alerte et tenté d'attirer l'attention des autorités quant aux retombées de la crise actuelle sur le secteur (communiqué du 17 mars 2020)[35].

D'autres catégories sociales, vivant dans la précarité structurelle, se retrouvent aujourd'hui sur la ligne de front face à la pandémie avec l'ensemble de celles et ceux qui continuent à faire tourner l'économie malgré le confinement : on peut citer les ouvrières du nettoyage, les agents de

gardiennage… Des catégories dont les conditions de travail illustrent la notion de précarité telle qu'elle est définie par la jurisprudence du droit du travail : sont précaires les emplois provisoires, intermittents, fragiles et/ou appelés à disparaître[36] et qui procurent de bas salaires, ou sont peu susceptibles de promotion, enfin les emplois à durée déterminée qui donnent lieu à des licenciements fréquents.

La précarité structurelle qui frappe une grande partie de la force de travail dans les secteurs précités apparaît aujourd'hui au grand jour. Hayet Trabelsi, secrétaire générale de la Fédération des Métiers et Services de l'UGTT précise à cet égard : « les ouvrières du nettoyage employées dans le secteur privé sont soumises aux règle de la sous-traitance. L'employeur direct n'est pas tenu de leur fournir les produits de propreté et de désinfection. Certaines d'entre elles évoquent douloureusement la méfiance et la peur qu'elles inspirent aujourd'hui à certains employés ou fonctionnaires, comme si elles étaient forcément porteuses du virus. ».

Afin de se procurer un complément de revenu, certaines ouvrières du secteur s'arrangent entre les deux séances de travail (deux heures le matin et deux heures l'après midi) pour aller ramasser les bouteilles en plastique et les revendre au dépôt de stockage.

Cette troisième catégorie de travailleuses (après celles de l'agriculture et du textile) vient se ranger avec ceux et celles « d'en bas » comme une autre figure paradoxale d'exclues du dedans. Leur situation illustre *a contrario* le rôle politique dévolu aux femmes, de toute condition, pour la construction d'une démocratie pour tous et toutes, contre toutes les discriminations envers les femmes. Elle met en exergue aussi la nécessité d'ouvrir l'espace public à ces voix féministes comme le suggérait Nancy Frazer dans sa critique de la

notion de « société civile bourgeoise » de Habermas.

Les agents de gardiennage forment, à leur tour, une catégorie d'inclus-exclus. Cette profession est organisée selon un contrat de sous-traitance dit triangulaire : entre des organismes employeurs, des intermédiaires prestataires de services et des employés. Hayet Trabelsi revient sur ce métier qui, par le temps qui court, s'est transformé en métier à risque : « la demande de gardiennage a augmenté même de la part d'entreprises fermées en raison du confinement obligatoire, qui ont besoin d'être gardés toute la journée. Les employés de ce service travaillent la peur au ventre : peur de la maladie sachant que leur employeur ne leur offre aucune garantie, peur aussi des « braquages » et des agressions… Ils n'ont pas eu une scolarité conséquente, ce sont des gens de peu, soumis au bon vouloir des intermédiaires qui les placent… Beaucoup d'entre eux m'ont contacté pour m'exposer leurs craintes d'être infecté par le Coronavirus en l'absence de moyens de protection que l'intermédiaire leur refuse, et sans couverture sociale… Les employés de gardiennage, très demandés dans les deux secteurs industriel et tertiaire, sont très nombreux dans ce cas ». Hayet, la syndicaliste, souligne l'importance du droit syndical et du droit à la protection sociale dans toute vision future du rapport entre le capital et le travail, entre employeur et employé.

Ahmed, 30 ans, appartient à un autre secteur fragilisé, celui des cafés et de la restauration. Il travaille de nuit dans un restaurant au centre-ville de Tunis, depuis quatre ans. Il n'a aucun contrat écrit. Contraint d'arrêter le travail depuis mi-février, il s'est retrouvé sans salaire. « Je ne peux plus tenir dans cette situation ; je serai obligé de sortir et de braver le confinement sans pour autant être sûr de trouver du travail. Le pays est fermé, le pays est stoppé ».

Ce constat froid et affolé résume en deux mots l'avenir compromis, l'horizon bouché de nombreux travailleurs précaires.

Toute une société marginale qui, hier encore, vivotait, bricolait… est aujourd'hui comme suspendue. Une épreuve psycho-sociologique de type inédit où se mêlent les sentiments de perplexité, d'impuissance et d'attente. Rarement la notion d'aliénation et de dépossession de soi ont été aussi opératoires.

Il importe de tenir compte de ces situations dans leurs spécificités pour appréhender l'état du pays tout entier. La sociologie pragmatique des acteurs nous apprend que ces derniers sont amenés à s'adapter aux conditions qui les entourent, à bricoler des compromis, à élaborer des « justifications ». Cette démarche permet aux chercheurs d'inventer des catégorisations propres à chaque situation. Il s'agit de retrouver le sens profond du vécu, de centaines de milliers de gens, que les commentateurs distraits ou « embarqués » refusent de voir ou considèrent comme un « non-sens ».

Asef Bayat, sociologue iranien spécialiste des sociétés musulmanes d'Orient, considère que les « gens ordinaires » peuvent transformer la réalité qu'ils vivent en s'imposant dans les espaces (privés ou publics) et en grignotant le pouvoir de l'État. C'est même leur moyen de survie. Cette confrontation au quotidien entre l'État et ces acteurs de la « vie comme elle va » est difficile à arrêter ou à dérégler. C'est ce qui rend le confinement « sanitaire », selon certains commentateurs, si peu « salutaire » pour les « gagne-petit » qui n'ont pas les moyens de rester chez eux. Le virus est sournois, mais la pression de la faim est irrésistible.

Spéculation et corruption. Quand les pauvres paient la facture des riches

Tout le monde reconnaît, y compris les autorités officielles, que l'inflation a grimpé ces dernières années pour atteindre 7%. Le pouvoir d'achat s'est dégradé d'autant. Sur ces entrefaites, intervient la crise du Coronavirus. Le gouvernement fait de son mieux pour assurer l'approvisionnement en produits de première nécessité et de tenter de freiner la hausse des prix, mais la fièvre spéculative a touché tous les produits. Les prédateurs, en temps de crise, se comportent comme si l'État était inexistant.

Alors que les citadins et les couches moyennes surtout se plaignent de la flambée des prix du gel hydro-alcoolique, des gants et des masques, à la campagne et dans les quartiers populaires, c'est la ruée sur la semoule, nourriture familiale de base. Hédi appartient à une famille démunie, il travaille à l'association tunisienne des personnes handicapées (poste qu'il a pu décrocher après des années de lutte pour le droit au travail). Il témoigne : « il y a un véritable problème d'approvisionnement en semoule. Le prix du sac a presque doublé. Et le pire c'est que cette marchandise a disparu du marché… Pour nous, dans les campagnes, la semoule est une denrée vitale. Nos traditions culinaires, comme la « Kesra » et divers autres mets, sont à base de semoule contrairement à la ville où on consomme surtout des pâtes déjà prêtes. La rareté et l'augmentation excessive du prix de la semoule est, pour nous, catastrophique ».

Zaara, habitante de Ben Aoun, confirme : « le prix de la semoule a doublé, quand on a de la chance d'en trouver… ». Rebh, de son côté, parle de l'huile importée : « elle est vendue à la tête du client ». Ahmed : « les commerçants gardent jalousement l'huile et d'autre denrées rares pour

leurs proches. » Rappelons que la politique gouvernementale subventionne l'huile (mélangée) importée sur le marché local, afin de pallier à la cherté de l'huile d'olive tunisienne, de qualité nettement meilleure, destinée à l'exportation : politique aberrante surtout en temps de crise.

La rareté des produits de première nécessité dans les régions de l'Intérieur ou dans les quartiers populaires est significative du retour du réflexe séculaire, chez les pauvres, d'emmagasiner les produits de subsistance en temps de crise - cela nécessite au reste travail sociologique à part. Ce qui nous intéresse ici c'est le spectre de la disette qui hante les couches précaires et démunies. Rebh surenchérit à ce propos : « je crains que la moitié des « zawali-s » (littéralement les misérables) ne meurent de faim avant de mourir du Coronavirus ».

Selon Amel, l'incident du camion chargé en semoule dans la localité d'El Alaa du gouvernorat de Kairouan, traduit cette fixation légitime des familles sur la sécurité alimentaire. De même, la mort de ce père de famille diabétique alors qu'il faisait la queue pour un sac de semoule à Rouhia, se passerait presque de commentaires. L'image (qui a circulé sur les réseaux sociaux) reflète douloureusement le fossé (de classe) qui sépare la Tunisie profonde et la Tunisie des privilégiés.

La mémoire collective des pauvres et le discours ancestral colportent encore les images de la « Tékia » (asile des vieillards) et les queues interminables des miséreux (en attente de la distribution du pain) réfugiés des campagnes en raison de la sécheresse ou venus des taudis périphériques. Certaines scènes d'aujourd'hui en milieu rural, ne sont pas sans rappeler ces « lieux de mémoires » consignées par nos historiens, sur l'indigence qui s'étale au grand jour à

l'occasion des épidémies, des sécheresses ou des disettes… Ces périls que l'on croyait disparus, menacent de nouveau (ou ainsi sont-ils perçus) les mêmes régions : « les gens du Sud et du Centre étaient constamment menacés par la « zemma » (l'absence de pluie) ou par l'hécatombe des troupeaux décimés par les maladies contagieuses ou encore par l'invasion des sauterelles qui n'épargne ni les récoltes, ni le bétail. Les famines sévissent régulièrement dans les campagnes et les parcours nomades : celle de 1887, « l'année blanche », celle 1936-37 connue sous le nom de « aam errouz » (l'année du riz), la longue famine de 1944-47[37]…

La mémoire longue des pauvres, affleure aujourd'hui. Le mot *khobza* est de nouveau sur toutes les lèvres et revient fréquemment dans le discours des acteurs : « je dois gagner mon pain et celui de mes enfants », « je cours derrière la khobza » ; c'est l'identité souterraine de l'acteur social des marges comme « khobziste » qui remonte à la surface. Se rappelle-t-on que c'est la hausse du prix du pain qui a déclenché la grande émeute populaire de 1984. Le pain, son prix (et donc celui de la farine et de la semoule) sont symptomatiques des équilibres fragiles dévoilés par la sociologie des marges. Ce sont des indicateurs économiques et surtout anthropologiques et psychologiques. Les habitudes sociales se reproduisent par le maintien des équilibres même fragiles, comme le disait Norbert Elyas.

Encore une fois, on ne peut se contenter des considérations macro-économiques souvent obnubilées par les grands équilibres matériels. L'effervescence des marges dans un contexte comme le notre, nous invite à regarder au plus près ce qui se trame dans les imaginaires, cette angoisse du manque transmise de génération en génération. Là encore, ces peurs ancestrales participent d'une lutte des classes passive.

La panique face à la rareté de la nourriture est toujours accompagnée du sentiment d'injustice de classe parce que, dans le même temps, les couches aisées ne manquent de rien : chez elles, des espaces sont réservés aux provisions : *beyt el mouna* (le garde-manger) est toujours plein à ras bord de blé, d'huile, de fèves…, la *jarra* (la jarre), le *zir* (la grande jarre), la *khabia* (amphore) sont des récipients usités par les riches pour conserver les nourritures terrestres[38]. Les pauvres n'en disposent pas !

Lotfi, jeune chômeur de Bouhajla, revient sur ce décalage du vécu et des imaginaires : « dans la campagne kairouanaise, nous manquons de tout ; les gens qui possèdent 5 voitures et autant de maisons, qui sont en mesure de voyager à l'étranger, de fréquenter les restaurants et les hôtels ne peuvent même pas imaginer notre souffrance ». L'inflation et la rareté des moyens de subsistance dans le contexte actuel, la conscience aigue du manque et les doléances des citoyens qui le subissent révèlent la fragilité des « fondations souterraines de la société ». La question prend d'autres proportions dès lors que le problème de l'approvisionnement et de l'inflation est lié au népotisme, surtout celui des décideurs. La corruption des « élites » est aux yeux des couches marginalisées une question éminemment politique. N'oublions pas que l'un des principaux slogans de la Révolution est le rejet de la corruption. La révélation de l'existence de dépôts clandestins de marchandises, l'importation de produits périmés, la complicité de certains responsables locaux avec les spéculateurs et les accapareurs, ou avec tel notable local qui refuse de respecter le séjour préventif dans un lieu de confinement… autant « d'incidents » qui minent la confiance des plus pauvres dans la « classe politique » et ses rodomontades sur le démantèlement de la corruption.

Ce fléau s'est répandu et renforcé progressivement, est entré dans les rouages de l'État et étendu ses tentacules à l'intérieur de la société entière. Il sévit dans nombre d'institutions politique, administrative et judiciaire de l'État ainsi que dans les organismes et entreprises publiques, à commencer par le Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD), les moyens d'information et de communication… Ce système « façonne les comportements et les mentalités collectives » peut-on lire dans le rapport de la Commission d'investigation sur la corruption et la malversation.

Ce rappel nous a semblé utile parce qu'il met le doigt sur la double dimension politique et sociale d'un problème dont on peut encore mesurer les dégâts. Les actes de spéculation auxquels on assiste aujourd'hui, à l'ombre de la pandémie, ne sont que la partie émergée de l'iceberg. Le mal plonge ses racines au cœur de l'État. Il est temps d'en prendre toutes la mesure. L'élection présidentielle de 2019 a été un véritable referendum contre la corruption. Les déclarations répétitives depuis, à Carthage, puis à la Kasbah semblent indiquer une volonté de prendre ce combat au sérieux. Wait and see.

Les quartiers populaires. Une réalité à part

Il y a deux types de commentaires concernant les images d'attroupements dans les quartiers populaires, dans les médias : le premier se contente d'exprimer son étonnement et de souhaiter ne plus voir ce type de spectacle dans les marchés, devant les guichets des bureaux de Poste ou des administrations régionales ou locales pour percevoir ou demander de l'aide ; le deuxième, sur le ton de la remontrance paternaliste, s'insurge contre ces foules, voire cette populace, irresponsable et inconsciente qui prend le risque d'élargir la contagion.

Ces jugements à l'emporte-pièce dénotent une méconnaissance des ressorts des comportements individuel et collectif dans les quartiers populaires aussi bien en temps normal qu'à l'heure du Coronavirus. La réception des directives gouvernementales de confinement, dans les quartiers populaires et notamment de la part des jeunes, obéissent à des déterminations spécifiques qu'il convient de décortiquer.

Il est difficile de recenser ici tous les travaux[39] relatifs à la sociologie des quartiers populaires, enquêtes, analyses scientifiques ou articles… Je citerai juste trois études : la première, signée Fouad Ghorbali, s'intéresse aux difficultés rencontrées par les habitants de Agareb à Sfax ; la deuxième est un reportage publié par le site Nawaat sur Hay Hlal à Tunis ; et la troisième est un travail de terrain de Lilia Blaise sur les chiffonniers (*barbacha*) de la cité Ettadhamen[40].

Il s'agit de trois travaux complémentaires sur la question sociale correspondant à trois genres : la recherche en sciences sociales, l'investigation journalistique et l'enquête militante. Trois efforts devenus possibles depuis que la censure a sauté avec le despotisme. Il ressort de ces différentes approches, que la marginalité dans les quartiers populaires est multidimensionnelle. Elle relève d'abord de l'aménagement du territoire : les infrastructures de service public sont soit inexistants, soit très faibles. Elle est socio-économique, au regard des revenus des habitants et du type de logement qu'ils occupent. Elle est, enfin, d'ordre symbolique eu égard à la stigmatisation qui frappe en particulier les jeunes des cités.

Selon Ahmed, qui réside à Ouardia : « ici, et tout près d'ici, à Kabbaria, les logements sont exigus. J'habite avec ma famille, de 6 membres, dans une maison de 3 pièces. Dieu soit loué,

notre voisine est veuve et mère de 3 enfants vit dans des conditions beaucoup plus difficiles ».

Sihem, de la cité Ettadhamen : « il est difficile pour les gens de respecter le confinement obligatoire ». Le mode de vie, le rapport « intime » avec les commerces et la rue sont ainsi faits que l'intrication entre le chez soi et l'espace environnant rend le repli sur l'entre soi familial quasi impossible. « Certes, poursuit Sihem, il y a un problème de prise de conscience, mais il faut tenir compte des conditions de vie si compliquées. Ce dimanche, les gens faisaient leurs courses comme d'habitude ».

Dans un autre quartier du gouvernorat de la Manouba, Douar Hicher, Seïf ne cesse de marteler : « les gens sont à bout : exaspérés par le confinement et par le manque d'argent, ils ne tiendront pas longtemps, malgré tous les efforts des jeunes du quartier et de la société civile pour les faire patienter ».

Selon Ahmed de Ouardia : « une mère de famille est incapable de retenir ses enfants chez elle, les écoles sont fermées et les moyens de divertissement sont inexistants à la maison, il faut bien qu'ils respirent, *soubhan'Allah* ! ».

On peut donc isoler un premier niveau d'analyse d'ordre socio-économique : les faibles revenus, les caractéristiques démographiques et la promiscuité liée au logement, en un mot les conditions de vie dans les quartiers, sont incompatibles avec le confinement.

Il y a, en deuxième lieu, ce que l'on peut appeler l'anthropologie de la vie quotidienne dans les quartiers populaires que les directives uniformes du gouvernement ignorent. Ici, la *houma*, le café, les amis, les groupes de jeunes au « pied du mur », si l'on ose dire, forment une texture de sociabilité difficile à défaire du jour au lendemain. Ce qui structure

les comportements des habitants des cités et les relations intersubjectives. Entre l'espace domestique et la rue, il y a un continuum social difficile à rompre. Il y a comme une configuration affective, psychosociologique qui enveloppe les relations collectives et interindividuelles. Ici, l'intérieur c'est le quartier et l'extérieur c'est l'au-delà du quartier. Les sociabilités de cet intérieur forgent une identité des « habitants du quartier » qui circulent de la mosquée pour les adultes et les vieux, les générations pieuses en général, au café, au cercles de *qa'ada* (réunions de copains) ou de *rakcha* (réunion plus « complice »), aux fêtes religieuses…

Cet habitus (Bourdieu), qui configure l'identité et les dynamiques qui produisent et reproduisent la vie de quartier, est perceptible en particulier dans le comportement des jeunes, surtout les mâles. Les solidarités de groupes chez eux sont encore plus prégnantes et évoluent en dehors du cadre traditionnel, en dehors de la famille. C'est ce qui explique la perplexité de Sihem et son indignation face à l'attitude de jeunes qui, indifférents aux mesures de confinement, continuent à tenir leurs cercles et leurs regroupements.

Ces comportements collectifs à l'intérieur desquels se développent les groupes de rap et s'organisent les « virages », se nourrissent et reproduisent un affect, une conscience groupale (un « nous ») constitutive d'une identité collective qui se superpose aux autres appartenances. Cette identité est le refuge de subjectivités en mal de reconnaissance, elle compense l'estime de soi manquante chez les individus, les blessures narcissiques cachées. Ces jeunes sont réunis par le sentiment commun : ce sont eux qui font la loi dans le quartier et non le pouvoir (le *Hakem*). Ils se sentent comme engagés dans une compétition avec ce dernier pour l'exercice de l'autorité sur le territoire du quartier. La grande inscription

murale, « *Kabbarioun* », à l'entrée du quartier Kabbaria, ne veut pas dire autre chose : l'affichage d'une appartenance fière et compacte.

Il y a une tension qui emplit l'air du temps aujourd'hui entre les citadins intra-muros et les extra-muros : entre les « vrais » habitants de la ville et les habitants des quartiers périphériques où s'amoncellent les constructions informelles. On peut aborder ce conflit sourd sous l'angle économique et social bien entendu, mais l'anthropologie politique nous éclaire également sur les rapports brouillés entre les citoyens et l'État, sur la fiabilité impossible du discours officiel, notamment auprès des jeunes des quartiers populaires.

Sans doute faut-il rappeler que la volonté d'imposer un état d'exception dans le contexte que nous vivons, bute dans les quartiers sur des réalités qui remontent à loin. L'habitat « spontané » ou irrégulier a accompagné les politiques du logement régulier. Il s'agit d'un choix non-dit face à l'expansion urbaine du grand Tunis. Les grandes vagues de l'exode rural ont au préalable incité l'État à démanteler les bidonvilles qui entouraient la capitale et à loger les nouveaux venus dans de meilleures conditions. Cette urbanisation à deux vitesses a permis à des couches moyennes de fonctionnaires et de travailleurs d'acquérir des logements tout au long des années 1970 et 1980. Les migrants de l'Intérieur ont pu s'installer autour de la capitale. Pour ces derniers, au-delà du changement du cadre de leur vie, il leur fallait arracher la reconnaissance d'une présence dans la ville qui leur était déniée, sous prétexte de construction illégale ou pas.

Comme le démontre Morched Chabbi[41], l'identité floue des quartiers suburbains s'explique par la distribution différentielle de l'habitat citadin, dans la capitale en l'espèce.

Les quartiers populaires et périphériques (même après les efforts d'aménagement de la part de l'État) constituent des espaces où les liens « communautaires », à caractère parfois tribal, structurent encore l'habitat et les habitants ; alors que les cités dites nouvelles (les Manar et les Menzah) accueillent les couches issues de l'ascenseur social, de la méritocratie et de réussite individuelle : cadres, universitaires, profession libérales…. La distribution de l'habitat induit des rapports différents à l'État.

L'exemple si parlant de ces jeunes qu'on appelle en Algérie les « Hittistes », - c'est-à-les jeunes qui passent leur temps appuyés contre les murs de leur quartier, de jour comme de nuit - nous renseigne sur la quête d'identité liée au territoire d'habitation. Ils sont là à contempler le vide, mais s'obstinant à être, dans cet espace qui est le leur. C'est ce paradoxe, souligné par Adel Haj Rhouma[42], d'une identité qui, adossée à l'ennui et au vide du quotidien, permet néanmoins de retourner le stigmate de l'exclusion et de loger des solidarités et une micro-identité collective au cœur de la citadinité normée, malgré le mépris.

Dans ces microcosmes qui fleurissent dans les marges, il est difficile d'obtempérer aux ordres relatifs aux « barrières » sociales. Le fameux « reste chez toi » est ici littéralement incongru. Ces directives sont vécues comme la confiscation d'une identité théâtralisée à l'insu et contre la société, dans ces espaces qu'une jeunesse oubliée s'est appropriés. Les confrontations physiques avec les forces de l'ordre, vues sous cet angle, sont une défense jalouse de cette identité spatiale.

D'un autre côté, les moyens de transport (le métro) sont propices à une liberté de mouvement et à un accès facilité à la ville. D'où une capillarité entre deux modes de vie que F. Ghorbali résume par une métaphore : les pieds dans

la misère et la tête rivée à l'horizon culturel des classes moyennes. La fierté du quartier s'accommode finalement du rêve « d'intégration ».

Sans doute faut-il nuancer. Ces quartiers, qui ont bravé le quadrillage du parti au pouvoir avant 2011 et joué un rôle moteur dans la Révolution du 17 décembre–14 janvier sont aujourd'hui un enjeu de pouvoir. Car, l'État n'a pas totalement abdiqué et entend exercer de nouveau son emprise. D'une certaine manière, une nouvelle donne s'est imposée depuis la Révolution. Les habitants ne sont plus considérés comme les parias porteurs de tous les maux de la ville (la violence, la délinquance, la drogue, le terrorisme) ; plus personne ne songe à l'encerclement sécuritaire de ces quartiers pour protéger les îlots d'opulence et de quiétude… Il faudra bien un jour envisager la vie avec cette humanité périphérique. Tout le monde est embarqué dans le même bateau.

L'offre politique qui consiste à inviter les citoyens des quartiers populaires à la résistance institutionnalisée au Coronavirus n'est pas irrationnel en soi. Et le fait de camper dans le refus et l'irrédentisme est de toute manière contre-productif. Ce qui est en cause, c'est la prise en compte des modalités autres de la vie en commun dans ces milieux et des spécificités complexes du quartier. Là, intervient le rôle de la recherche sociologique qui doit être partie prenante de la décision politique et non plus l'exercice inutile des… « idiots utiles ».

Il faut également se garder d'une perception uniforme de l'identité des quartiers. A l'intérieur de ce monde, des identités, parfois concurrentes, coexistent et se télescopent. Une dialectique de la proximité et de la divergence travaille les différents segments qui circulent dans cet espace : les jeunes et les vieux, les classes moyennes et les couches

pauvres et démunies, la mentalité patriarcale et les velléités d'émancipation chez les femmes, la religiosité et les comportements profanes… Il ne sert à rien non plus de se voiler la face : la délinquance, le trafic de « zatla » ou d'alcool, le vol à la tire, etc. existent aussi dans les périphéries grouillantes de nos villes. Mais ce à quoi il faut prêter l'oreille, c'est la colère sourde ou stridente contre l'État, contre les fortunes insolentes, et c'est aussi les capacités de « débrouille » qu'on appelle ici *teslik*[43] qui s'abreuvent à la même source que la volonté de résistance et de dissidence.

II LES ATTENTES
QUEL ÉTAT POUR QUELLE SOCIETE ?

Nous avons rappelé dans les pages précédentes, l'impact psychologique, comportemental et social d'une politique indifférenciée face au péril du Coronavirus. Nous avons tenté de démontrer la pertinence d'un traitement qui prenne en compte les réactions et les comportements des gens en fonction des conditions sociales et des modes de vie. Étant entendu que l'homme n'est pas toujours un être rationnel, le calcul raisonnable coexiste chez lui avec les pulsions, l'affect et les déterminations symboliques.

Nous abordons, dans ce second volet de l'étude, les attentes des catégories précaires et les représentations qu'elles se font de la société, de l'État et de la « vie bonne », de la vie digne qu'ils sont en mesure de leur proposer.

La solidarité sociale après la Révolution

La négociation d'un « commun » possible n'est pas chose aisée aujourd'hui, car l'enjeu n'est pas exclusivement moral, il est aussi matériel et met en jeu le devenir des richesses du pays, des ressources économiques et de leur partage… « Les gens sont fatigués, ils veulent rêver à Douar Hicher ; si on veut changer, faudra compter avec eux » dit Seif. Ce récit qui restitue le droit au rêve, à la solidarité, au salut collectif et non plus individuel, dans le discours des marginalisés, est une réhabilitation de la politique. Car que propose-t-il ? Un ressourcement de l'acte politique dans l'affect, dans les passions de joie qui développent « une puissance et un désir d'agir ». L'enjeu est l'arrachement à la routine et au lexique bureaucratique. La démocratie, comme le rappelle Khalil Abbès[44], est une politique qui manque, nous ne l'avons pas vécue sous l'ancien régime, ni sous Ben Ali, ni sous Bourguiba et notre fameuse transition peine à l'instituer.

Fallait-il une pandémie pour que se pose à la société entière la revendication démocratique à nouveau frais ? Soit la démocratie qui pose l'égalité comme première finalité. Nous nous sommes attardés au début sur la peur, cette passion triste qui se mue en panique lorsque s'éloigne l'espoir de vaincre le danger. Cet affect sous-tend aussi les comportements et les discours spécifiques qui ont cours dans les marges sociales.

Houcine, le vendeur de thé ambulant et handicapé de Gafsa, dont on a évoqué les difficultés financières, nous a répété : « j'ai foi en Dieu seul. C'est lui qui commande nos vies ici-bas. Lorsque sera venu le moment, nous irons le rejoindre ». Et d'ajouter : « J'ai besoin d'une chaise roulante électrique ; j'en ai marre de ma chaise actuelle. Celui qui me procurera cela, sera mon bienfaiteur, qu'il s'agisse de l'État ou des gens de bonne volonté ».

Cette imploration de la miséricorde divine revient dans la bouche de nombre d'enquêté(e)s : « nous n'avons que Dieu à nos côtés » dit Rebh ; « on n'a pas d'autre solution que de nous tourner vers la face de Dieu » dit encore Zaara, l'ouvrière agricole au chômage depuis le confinement. Prières et supplications, qui ont aussi une fonction consolatrice, prophylactique. Certaines études psychosociologiques parlent d'un regain du sentiment religieux même chez des gens jusque là peu portés sur la pratique religieuse. La crise favorise, on le sait, les interrogations existentielles auxquelles le rationalisme ordinaire ne peut répondre. De là à parler d'un retour du religieux dans la société des marges qui la pousse à se mobiliser contre les stratégies étatiques, il y a un pas que nous nous garderons de franchir. Au reste, les mesures de fermeture des mosquées et d'interdiction des prières collectives ont été acceptées à peu près sans

problèmes. C'est plutôt le profane qui prend le dessus sur le religieux dans l'attitude et le comportement de la majorité des individus.

Certes, Sihem, de Hay Ettadhamen, a raison de dénoncer les regroupements nocturnes de certains fidèles trop zélés au Jbel Lahmar ou à Sidi Hassine, « un comportement inacceptable. Nous prions tous, dans notre fort intérieur, pour être débarrassé du fléau, mais ce type de manifestation est dangereux et risque d'élargir la contagion ». On peut déceler un renforcement de la piété intime et discrète et non une bigoterie hostile à l'État séculier. Hamida évoque même le cas d'un imam de mosquée de son quartier qui utilise le minaret et le mégaphone de l'*adhân* pour appeler les gens à respecter le confinement et à rentrer chez eux.

Point n'est besoin de remonter au réformes XIXème siècles, comme nous y invitent les tenants de « l'exception tunisienne » pour constater la formation d'une morale civique profane qui n'entre guère en conflit avec les formes de religiosité au sein de la société tunisienne. Ce qui n'est pas sans rappeler un principe de philosophie politique distinguant la morale privée, personnelle, et la morale publique. De la même manière, la piété individuelle est congruente avec les pratiques civiques, juridiques, scientifiques qui relèvent de dispositifs profanes incorporés par la société. Cette séparation entre les deux instances (la croyance individuelle et la morale commune) fonde le primat des valeurs de solidarité et d'entraide sur l'individualisme.

Aujourd'hui en Tunisie, on voit émerger les linéaments d'une conscience morale collective dont l'autonomie fonctionnelle par rapport à l'espace religieux est attestée par la multiplication des expressions de la société civile et des manifestations et initiatives collectives ou individuelles de

volontariat et d'entraide bénévole qui se distinguent de la charité et de la philanthropie.

Ayoub, le réfugié soudanais, rappelle le rôle de la campagne « koujinat ezzawali » (la cuisine du pauvre) qui a rendu visite au lieu qu'il occupe avec ses camarades pour leur prodiguer une aide alimentaire. Et de faire l'éloge des militants de la société civile qui n'ont pas ménagé leurs efforts pour faire connaître les conditions difficiles et la peur dans laquelle vivaient ces réfugiés. Certains ont ainsi pu être transférés dans un foyer de l'Union Nationale des Femmes à Tunis.

Jamel et Mohamed, membre de la coordination des travailleurs des *hadhira*-s (chantiers) à Médenine, font partie des activistes qui ont participé au mouvement de volontaires qui ont organisé les files d'attente devant les bureaux de poste ou les points de distribution de nourritures.

Karima, de Kairouan, a dû suspendre son sit-in dans la capitale, pour le droit au travail, pour rentrer illico à sa ville d'origine et s'apprêter à participer au mouvement d'entraide. Elle continue, entre-temps, à appeler les gens à respecter les mesures de confinement.

Le témoignage de Hamida est l'un des plus poignants : « je suis infirmière, j'ai obtenu mon diplôme en 2008. Je me suis engagée avant comme bénévole à l'hôpital de Sbiba à Kasserine au moment de l'épidémie H_1N_1. J'ai une certaine expérience professionnelle et j'ai une idée du danger que constitue la pandémie actuelle. Je me tiens à la disposition du ministère de la Santé pour me porter volontaire, même si ma mère est atteinte du cancer et a besoin de séances de chimiothérapie en permanence ».

Zouhour Grira, présidente de l'arrondissement de Bhar Lazreg de la municipalité de la Marsa souligne l'importance

de l'élan de solidarité avec les migrants : « cette localité populaire accueille un bon nombre de migrants dont une grande partie travaille à la mairie, d'autres occupent quelques emplois précaires et beaucoup de femmes sont employées de maison… Tous passent par des situations difficiles depuis le début de l'épidémie. L'initiative de la municipalité de la Marsa (aides alimentaires, bons d'achat…) est venue à point nommé. Beaucoup de citoyens ont rejoint l'initiative. Nous organisons, par ailleurs, en partenariat avec Médecins du Monde, des visites hebdomadaires au siège de l'arrondissement pour celles et ceux qui ont besoin de soins … »

Hédi, de Mejel bel Abbes , appartient à une famille démunie, tout comme Hassib, membre du bureau exécutif de l'Union des Diplômés Chômeurs de Jendouba, insistent sur le rôle qu'ils entendent jouer pour contribuer à l'effort national – civil ou étatique – pour faire face à la propagation de la pandémie et aider les populations de leurs contrées respectives. Cet état d'esprit revendiqué par deux jeunes activistes des mouvements sociaux réfute la vieille idée reçue sur les mouvements sociaux comme mouvements de contestation pure et dure.

Habib, secrétaire général du syndicat des agents de gardiennage de Bizerte, tient à souligner l'importance du soutien syndical pour son secteur : « les agents qui travaillent sous contrat triangulaire [mentionné plus haut] sous la coupe des sous-traitants, sont au nombre de sept mille dont la plupart n'ont aucune couverture sociale, sans assurance retraite… Il y a peu de syndiqués parmi les gardiens qui craignent des représailles comme les licenciements, les mutations abusives dans des localités lointaines. Ici à Bizerte, nous avons pu, grâce au syndicat appuyé par l'union

régionale, arracher des augmentations de salaire, une couverture sociale qui tombe à pic dans le contexte actuel… Malheureusement, la situation reste dramatique pour certains de nos collègues… ».

Ce ne sont que quelques témoignages sur une véritable lame de fond qui s'étend de la société des marges à d'autres milieux plus aisés, y compris des chefs d'entreprises, annonciatrice d'une citoyenneté active en cours de formation. Cette recherche du commun, de la solidarité sociale est à mille lieux des adages du cynisme social (« après moi le déluge ») ou de l'entre soi naguère montés en épingle. Une éthique du soin est en train d'émerger dans notre société comme ailleurs dans le monde. La « morale » marchande (le profit avant tout) ou belliciste (les dépenses au profit du complexe militaro-industriel) est peut-être en train de perdre du terrain. Notre société est appelée à se tourner vers les besoins du plus grand nombre (en santé, en nourriture, en protection…) vers la paix et une autre qualité de vie.

L'élargissement de ce qu'on appelle ailleurs la pratique du « care » est aujourd'hui une réalité qui attire beaucoup de monde, surtout des jeunes et des femmes. Elle contribue chaque jour à faire reculer les tendances individualistes et en même temps à bousculer les représentations traditionalistes. Dans les entretiens que nous avons effectués, le souci de l'autre, c'est Blamassi le migrant qui en témoigne le mieux lorsqu'il salue l'initiative de la commune marsoise pour aider et loger les Subsahariens à la Maison des jeunes. De même, ajoute-t-il, pour la campagne de collectes de fonds pour ceux, parmi les migrants qui ont perdu leur emploi (dans les cafés, les restaurants, les maisons…) ; et la mise en place d'une plate-forme numérique de solidarité avec les migrants. L'éthique du soin transcende les frontières religieuses,

nationales ou de couleur, elle est à visage humain.

Une autre illustration : celle de Seif de Douar Hicher qui s'exclame : « la collecte des aides et leur distribution par des volontaires ne s'attache pas aux liens de famille ou de sang, elle repose sur la solidarité humaine ». On peut continuer d'égrener les pistes sociales ouvertes par les témoins : Moncef Houaïdi met le doigt sur l'importance de l'autosubsistance dans les campagnes. Les politiques publiques devraient, comme le propose Moncef, s'en inspirer pour établir un autre « contrat » avec cette catégorie de paysans.

Habib, le gardien, quant à lui, attire l'attention sur l'auto-organisation et le syndicalisme comme recours dans la lutte pour les droits. Il n'y aura pas de changement tant que les couches précaires ne peuvent pas tabler sur un rapport de force politique et social favorable à leurs aspirations.

La société toute entière, engagée dans la lutte qu'elle mène aujourd'hui contre la pandémie du Coronavirus, livre en même temps un combat axiologique qui oppose les valeurs individualistes, de profit et de propriété à celles du partage et de la solidarité. Ce combat est âpre et engage le devenir de notre société.

Il tient à nous de mettre en rapport la perspective historique et le contexte sociologique, le cas de la société des marges, analysée ici, servant de « détail » pour tout le tableau.

Au fond, il s'agit de traduire l'enjeu éthique en termes politiques.

Un État social et démocratique ou le chaos

« L'exception tunisienne », voilà un syntagme galvaudé qui n'a pas fini de nous détourner des enjeux, présent et passé, qui se trament dans les tréfonds de la société. Durant la

période 2011-2014, la fameuse exception était invoquée pour sortir de l'emprise de l'État religieux. A l'évidence, ce mot d'ordre est fallacieux : n'en déplaise aux augures, la constitution de la IIème république, issue d'un long débat dans l'hémicycle comme dans la société civile, a entériné le caractère civil de l'État. Elle a également proclamé un État social, même si on y prête moins attention : 30 articles, sur 148 de la nouvelle loi fondamentale, sont consacrés à détailler les droits économiques, sociaux et environnementaux. Cette constitution constitue bien une plateforme propice à l'invention du « commun » et d'un nouveau contrat social.

Rebh, l'ouvrière licenciée de Ksar Hellal dit avoir participé à la manifestation du 8 mars à l'occasion de la journée internationale des femmes, devant le siège de radio Monastir: « j'ai brandi le drapeau tunisien sur lequel, j'ai accroché une copie du jugement, contre le licenciement abusif, qui me donne droit à des indemnités que je n'ai toujours pas reçues. Avant, nous participions régulièrement à la grande manif du 1er mai… aujourd'hui, les choses ne sont pas claires… ». Rebh est bien consciente du nouveau contexte, mais ne renonce pas pour autant à ses droits.

Sa sœur Hamida, restée à Kasserine, affirme de son côté : « je milite depuis longtemps dans les mouvements pour le droit au travail… J'ai, par ailleurs, participé à la campagne de Kaïs Saied. On a fait la tournée des délégations à ses côtés. J'ai encore des contacts avec la coordination locale de la campagne. On va voir ce qui va se passer après la crise. Si rien ne change, on reviendra à la rue ».

La proposition, selon laquelle il y a un défaut de politisation des couches marginalisées, est à l'évidence infondée. De nouvelles modalités de politisation émergent dans ces lieux, transgressant les anciens circuits d'accès à la politique.

Depuis la révolution, on assiste à l'articulation de nouvelles expressions de la mobilisation (les réseaux sociaux, le rap, le Street art, les groupes ultras…) avec le discours des droits de l'Homme. La défense de valeurs constitutionnalisées, et les principes inamovibles de justice et d'égalité des chances… On assiste donc, depuis quelques années, à la concomitance de ces « nouvelles politisations », dont parle Denis Merklen, avec l'avènement d'une nouvelle génération de chercheurs en sciences sociales, d'écrivains, de journalistes en symbiose avec les acteurs des quartiers populaires. S. Jaballah parle d'intellectuels à double casquette qui réussissent à concilier le travail d'objectivation, propre à la recherche, et l'implication dans l'action militante pour changer le réel.

La politisation dont il est question est ce geste par lequel la conscience des droits est transformée par les marginalisés en revendications mobilisatrices pour changer les politiques publiques. Dans le contexte tunisien, cela signifie aussi la déclinaison des mots d'ordre de la Révolution en actions de terrain contre les menées régressives. Cela ne va pas sans un certain pragmatisme.

Hamida observe ainsi : « l'État a aujourd'hui préféré son peuple à ses finances, ce n'est pas rien ». Cette remarque correspond aussi à un désir d'État réel, mais d'un État qui s'intéresse au social, d'une économie qui soit au service de la société et non l'inverse, d'une politique économique et financière au service du développement et non d'un fétichisme de la croissance comptable. Abdeljelil Bédoui[45], dans sa critique de l'ancien modèle

de développement, appelle de ses vœux une croissance au service du développement. Or, tous les choix postrévolutionnaires ne font que reconduire le modèle d'ancien régime, qui a renoncé à la stratégie d'industrialisation

par substitution aux importations, aux politiques sectorielles, aux pôles de développement territoriaux et entériner le dogme néolibéral et le tout-marché.

La mondialisation a ses servitudes, se justifient nos gouvernants successifs, dans un même soupir résigné. Un renoncement en deux temps : commencé en 1986 et confirmé en 1995. Le choix d'intégration à l'économie mondialisée à travers le partenariat euro-méditerranéen ne cesse pourtant de se révéler dévastateur pour nos intérêts et surtout, pour les couches les plus faibles et les plus précaires. Seules y gagnent les oligarchies financières européennes et la corruption à l'intérieur du pays. La Révolution a eu lieu aussi en réaction à ce choix mortifère.

Les témoignages ont porté sur un deuxième grand problème : la forfaiture des spéculateurs et des monopoleurs est-elle autre chose qu'une continuation de la corruption au temps du Coronavirus. A ceci près que la réaction est cette fois-ci massive : celle venant de la société d'en bas en résonance avec la levée des organisations de la société civile, la campagne de presse, la mobilisation de l'Inlucc et le discours unanime du Gouvernement et de la présidence de la République.

Le fait que la grande masse des pauvres dénonce un peu partout la flambée des prix, la spéculation et le népotisme doit être perçu comme un moment de la lutte démocratique pour la transparence, contre l'impunité qui a longtemps couvert les fraudeurs, les corrompus et les corrupteurs. La mobilisation des composantes de la société civile, des lanceurs d'alerte sur la précarisation accrue des quartiers et des zones oubliées est un autre moment de cette politisation.

Ainsi, le FTDES a appelé à la protection des travailleurs du nettoyage. De même, la LTDH a été dans son rôle en attirant l'attention sur les dérives possibles en matière de respect

des droits humains en situation d'exception. La levée de bouclier contre l'initiative malencontreuse du député Mabrouk Korchid, et d'autres, de limitation des libertés (sous prétexte de moralisation de la vie publique) participe du même mouvement.

Citons aussi l'appel de l'association des Magistrats pour l'ouverture d'une enquête judiciaire contre l'homme d'affaires qui a désobéi au confinement obligatoire.

Ce à quoi on assiste, à l'ombre sinistre du Coronavirus, c'est l'aggravation des tendances parasitaires (le monopole des produits alimentaires, l'inflation...) et, en sens inverse le réflexe immunitaire de la solidarité. Les différents acteurs ne se sont guère concertés, mais l'horizon des différentes formes d'engagement ou de mobilisation est un droit, un État de justice. C'est là une des potentialités enfouis de la Révolution. La société civile et la société d'en bas veillent à maintenir cette espérance vivace…

Hayet, secrétaire générale de la Fédération des métiers et services de l'UGTT souligne : « beaucoup de métiers n'ont pas de représentation syndicale et se retrouvent démunis et incapables de défendre leurs droits. Après la sortie de la crise, qu'on se le dise : il faudra transformer les difficultés qu'elles vivent en force militante susceptible d'être organisée.

Le travail syndical en retour, a besoin de ces forces nouvelles ». On pense, aussi, en l'occurrence, aux femmes travaillant dans le secteur du nettoyage : il est temps de rompre avec cette nonchalance intellectuelle qui accepte que certains secteurs soient hors circuit, toujours hors les murs du syndicalisme…

L'avantage de la crise est de favoriser notre conscience de ce qui ne peut plus durer. Transformer cette crise en opportunité pour écouter la société d'en bas, infléchir les

politiques publiques et impulser les synergies pour défendre l'idée qu'on peut mieux vivre après l'épidémie, mais pas dans la société telle qu'elle est.

III DU LOCAL AU GLOBAL PREMIERES CONCLUSIONS

Nous avons consacré les pages qui précèdent à analyser la vie des marges au temps du Coronavirus. Comment elles ont vécu la politique de prévention décidée par le gouvernement et en particulier les mesures de confinement général. Loin du consentement passif à ces mesures, nous avons vu que dans les régions intérieures et les quartiers populaires, il y a des dynamiques et des acteurs qui interagissent avec ces politiques. L'évidence première qui s'est imposée est que le quotidien des régions et des quartiers marqués par la précarité est radicalement différent des autres milieux. Les discriminations « ordinaires » ont connu un véritable tournant dans le contexte pandémique.

Dans cette dernière partie, nous focalisons sur trois axes de réflexion sur l'après-corona :

Le premier a trait au rapport entre la société « organisée » et les sociétés parallèles, que nous avons désigné ici par les marges sociologiques. Nous nous interrogerons sur le sens de « l'unité nationale » et du consensus dans un contexte où les inégalités sont en train de déstructurer la société entière ; sur les enseignements de cette et comment les décliner en « programme » de lutte.

Le deuxième axe concerne la prise de conscience attendue au niveau international et local. Ce que l'on a appelé la deuxième et troisième génération des droits de l'homme, relatif à l'économique, au social et à l'environnement, seront-ils le socle du débat politique nécessaire autour des notions de liberté et de justice. Autrement dit, la tension séculaire entre le libéralisme et la démocratie sociale va-t-elle déboucher sur le retour de la question sociale comme fondement de la construction démocratique en Tunisie. Le moment que nous vivons nous interpelle, et nous pousse à une réflexion plus

que jamais performative c'est-à-dire animée d'une volonté d'agir.

Le troisième volet est plus général : il s'agit d'interroger les recherches en sciences sociales et la critique philosophique du néolibéralisme comme conception du monde et de la société, de l'individualisme comme mode d'existence et la perspective d'une avancée historique du principe d'égalité chez nous et à l'échelle du monde.

La société « organisée » et les marges après 10 ans de Révolution

Il n'est pas question d'imaginer une muraille de Chine entre le monde des « inclus » et celui des marges. Les théories sociales ont toujours démontré que la dialectique de l'intégration et de l'exclusion est complexe et mouvante, et concerne une gamme de catégories sociales plus ou moins « anomique », ou du moins, perçues comme telles par la société hiérarchiquement organisée : les femmes, les noirs, les migrants de l'intérieur et de l'extérieur, les homosexuels…

Les noirs américains étaient, avant les années soixante, discriminés et exclus selon les normes culturelles et juridiques dominantes. En Inde, les millions de parias[46] vivaient en dehors de l'espace de reconnaissance et évoluaient dans les marges. De même, les peuples colonisés étaient voués par le colonisateur à une condition infrahumaine. Frantz Fanon, s'appuyant sur son expérience de psychanalyste en Algérie française, a travaillé sur le complexe d'infériorité, la peur que l'homme blanc et de ses alliés locaux ont inculqué aux indigènes colonisés.

Les travaux sociologiques contemporains ont élargi la

perspective marxiste. Alain Touraine, par exemple, a dans les années 1990 tenté de changer le paradigme social pour s'intéresser à la problématique de l'exclusion transversale en France :

« Aujourd'hui vous êtes très clairement in or out; parce que si vous avez un handicap (chômage, manque d'argent, manque d'instruction ou manque de relations, les trois choses fondamentales) vous avez probablement d'autres handicaps, et comme le peloton va de plus en plus vite, vous ne le rattraperez pas. Je ne dis pas qu'il n'y a plus de pauvres, plus de laissés-pour-compte, parce que c'est faux. Mais je dis que la coupure entre le dedans et le dehors devient de plus en plus profonde : c'est un fossé que l'on saute de plus en plus difficilement. La société libérale porte en soi le ghetto. Nous étions une société de discrimination, nous devenons une société de ségrégation[47]..

Que l'on considère que l'inégalité a à voir avec le revenu et le niveau de vie avant tout ou que les notions de précarité et de marginalisation embrassent des dimensions territoriale et symbolique, et qu'elles impliquent l'idée de reconnaissance sociale, nous nous trouvons toujours face à un *double bind* : l'impératif sanitaire d'une stratégie nationale pour combattre la pandémie achoppe sur l'évidence de la fracture sociale qui oppose la société organisée aux sociétés parallèles, réfractaires à une politique uniforme. Certes, la manière dont les couches aisées supérieures ou moyennes ont réagi et vécu les mesures de confinement et l'impact psychologique, social, relationnel sur les familles et les sociabilités dans ces milieux, serait un sujet de recherche passionnant, mais le cadre, ici, ne s'y prête pas. A défaut de « terrains » comparatifs, nous nous contenterons des travaux et des reportages existants sur la question.

Commençons par la référence classique, entre toutes : E. Durkheim[48] considère le travail comme le facteur premier d'intégration sociale. Car il permet aux individus de s'émanciper du carcan des solidarités traditionnelles et autres structures archaïques et de moderniser les relations sociales. Les organisations civiles, politiques et syndicales nées de cette modernisation permettent en retour, de renforcer l'intégration politique du monde du travail.

Plus près de nous, P. Bourdieu a élaboré la notion de « champ » afin d'aborder les mécanismes d'intégration et d'exclusion. Le monde social est parsemé de champs et d'espaces sociaux connexes : le champ artistique, le champ politique, le champ culturel, le champ religieux, le champ journalistique… Chacun de ces champs est relativement autonome et c'est à l'intérieur de ces espaces que se manifestent les hiérarchies sociales, de classe et que se déroulent le conflit et la compétition autour des distinctions et des privilèges matériels et symboliques, et la lutte pour le pouvoir et la domination. Et c'est en fonction du capital (matériel ou symbolique) détenu par chaque individu dans la société, que s'organise ce conflit. Chaque champ a ses règles qui sous-tendent les logiques de compétition, de domination, de vie commune, d'inclusion et d'exclusion.

Dans le cas de la Tunisie, l'État a procédé à une modernisation par le haut, dirigé par les élites citadines séculières qui ont mis en place les dispositifs d'intégration. L'État corporatiste, reposant sur la représentation des groupes et intérêts professionnels, a marqué ce dispositif de son empreinte. De là, la marginalisation économique, symbolique et politique des campagnes. De là également, la dérive élitaire. Ce double processus est à l'origine de l'État autoritaire. Son isolement et son incapacité à contenir les dissidences sociales ont eu

finalement raison du régime de Ben Ali. Hamadi Redissi a résumé ce processus en parlant d'un rapport mortifère entre « un État fort et une société civile faible ».

Ce rapport s'inverse depuis 2011. La transition démocratique a été en grande partie un processus d'intégration – conflictuelle puis « consensuelle » – de l'islamisme tunisien dans le champ politique. Pendant ce temps, les catégories précaires et les marges campent hors les murs de la reconnaissance sociale et symbolique. En cause, les choix économiques et sociaux qui demeurent dans le sillage du libéralisme d'ancien régime et la faible représentation civile et politique des marges elles-mêmes.

La crise du Coronavirus a mis à nu trois tendances lourdes :

Premièrement donc, l'inversion du rapport décrit par Redissi. La nouvelle donne, c'est un État affaibli et une société civile plus forte, ou plutôt plus avertie et vigilante. La faiblesse de l'État, c'est surtout celle de sa « main gauche », c'est-à-dire de sa vocation sociale. Et pour cause : pendant des décennies l'État social a été battu en brèche par les bailleurs et les adeptes de l'austérité. Et s'il y a eu de réelles avancées en matière de pluralisme et de transparence électorale, les velléités de justice sociale, de redistribution ou de développement équitable ont été systématiquement contrariées.

Le passage de l'autoritarisme vers l'État de droit est certes un acquis historique mais il demeure inachevé tant que la question de la justice sociale n'est pas mise à l'ordre du jour.

Deuxièmement, la société organisée issue de la première séquence étatique d'intégration est la première bénéficiaire du changement démocratique. L'ascenseur social mis en place par la République de l'Indépendance, les réformes

des secteurs sanitaires, de l'administration, l'émergence de nouvelles élites engagées dans l'action civile, les syndicats, les organisations diverses, toutes ces catégories sont intégrées grâce au travail, à la division du travail et à la structuration de champs social et démocratique. Cette société relativement autonome, qui ne dépend ni d'un parti-État ni d'un espace religieux hégémonique, peut afficher son dynamisme et son inventivité.

Troisièmement, les catégories marginalisées (les campagnes, les quartiers populaires, les couches précaires, la jeunesse désœuvrée…) qui nous intéressent ici, affirment leur présence. Les marges déboulent dans l'espace public, figurées d'abord par ces corps qui s'offrent au regard comme tous les corps : le coronavirus est pour ainsi dire démocratique, il menace tout le monde et tous les corps susceptibles de diffuser la contagion, sont visibles. Le discours du déni, qui occultait les marges, est aujourd'hui caduc. La stigmatisation multiforme qui imputait aux pauvres tous les maux de la société (la délinquance, l'ignorance, l'arriération, la violence…), n'est plus de mise. Le discours essentialiste importé d'une certaine sociologie d'État en Europe et qui croit percevoir dans « l'incivisme » des quartiers suburbains des métropoles, une « mentalité » propre aux nouvelles « classes dangereuses » qui désertent les « territoires perdus » de la République et de la citoyenneté.

La pandémie semble avoir ouvert une parenthèse de reconnaissance des marges de la part de l'État et de la société « normée » et intégrée. En tout cas, elle donne à voir cette demande d'intégration de la part des catégories bien invisibles. On a certes interprété certaines formes « d'indifférence » sanitaire dans certains discours d'acteurs des marges, comme les manifestations d'une citoyenneté

passive, voire négative. En fait, ce qui force l'attention, c'est surtout la montée d'une citoyenneté sociale portée par les campagnes, les associations de proximité, les passerelles qui se construisent entre ces marges et la société civile organisée. La libération préalable de l'information, la liberté d'association et la dissipation de la peur longtemps entretenue par le despotisme, y sont pour quelque chose.

D'habitude, les gens qui vivent dans ce monde parallèle, à mille lieux de la normalité sociale, émargent, si j'ose dire, dans les comptes de la compassion, des dames patronnesses ou des préposés à la charité religieuse ou séculière. Leur intrusion dans l'espace public de plein droit du fait du Coronavirus bouleverse la donne. Ils sont tout à coup admissibles à l'intégration, à la reconnaissance (via la protection sanitaire) sociale, et de fil en aiguille, politique. C'est un moment essentiel du changement démocratique. Tout à coup les « incomptés » commencent à compter, pour parler comme Rancière. Jusque là, les marges ne parlaient pas ou plutôt, on n'entendait ni leur babil ni leurs hurlements. Elles étaient, dans le meilleur des cas, parlées. Aujourd'hui elles parlent, mieux elles sont écoutées. Elles produisent des mots intelligibles. De la condition de « poussière d'individus », elles accèdent au statut de catégorie sociale et l'État, naguère, autiste, est bien obligé de voir au-delà des frontières de la société organisée.

L'enjeu aujourd'hui, c'est le maintien des passerelles entre la société structurée et la société marginale, c'est la reproduction élargie de l'espace d'intégration étatique. Reprendre à nouveaux frais, les politiques sociales d'intégration, cela suppose une pression continue de la part des candidats à la reconnaissance et de la nouvelle société civile qui lui est annexe. En un mot, l'heure est peut-être à la construction

d'un nouveau bloc historique (au sens gramscien), qui puisse regrouper des catégories dispersées dans un même projet ou pour utiliser le vocabulaire de Toni Negri, de produire du commun pour cette multitude. Cela suppose la mise en place d'une politique et d'une éthique qui cimente ce bloc. Un triptyque politique qui relie la lutte contre la corruption, l'affirmation des libertés et un développement producteur et redistributeur des richesses.

Cette valorisation du social dans la sphère politique est une construction rationnelle, délibéré ; elle n'est pas seulement passionnelle.

Les droits économiques et sociaux, une nouvelle frontière ?

Le patrimoine des droits de l'Homme recèle un fonds philosophique qui fait le lien entre le progrès scientifique et l'audace des Lumières partis à l'assaut de tous les cléricalismes. L'individu est une idée neuve : il est sorti comme une chrysalide de l'humanisme, découverte philosophique tout aussi nouvelle. Benjamin Constant a acté cette naissance en déclarant « pour chacun le droit de n'être soumis qu'aux lois, de ne pouvoir être arrêté, ni détenu, ni mis à mort, ni maltraité d'aucune manière, par l'effet de la volonté arbitraire d'un ou de plusieurs individus. C'est pour chacun le droit de dire son opinion, de choisir son industrie et de l'exercer, de disposer de sa propriété, de circuler sans contrôle préalable… »

La philosophie des droits de l'Homme est une révolution continue et ne peut-être circonscrite à la première génération : celle de l'esprit et de l'audace des philosophes, des poètes, des artistes, de la réforme religieuse. Cette première séquence correspond à une période de l'histoire, à

la fin de la Renaissance, où la nouvelle classe des marchands avait besoin d'élargir son champ d'activité économique et pour ce faire, de se libérer des contraintes cléricales et nobiliaires. Les Lumières correspondent à ce désir de liberté contre les forces sociales réactionnaires et obscurantistes, contre le féodalisme qui entravait la liberté de propriété, la liberté de circulation, la pouvoir papal garant spirituel de l'immobilisme et les monarchies absolues qui perpétuaient cette domination.

Les droits de l'Homme sont nés avec la montée de la bourgeoisie en Europe. Dans le sillage des Lumières, le libéralisme politique va s'épanouir comme l'idéologie qui met l'individu et la morale du sujet rationnel au centre de sa vision du monde. Un sujet doté de droits économiques, de propriété et de circulation. Ces droits de l'Homme sont sanctifiés par les déclarations française et américaine, puis par la Déclaration Universelle au lendemain de la deuxième guerre mondiale. Cette première génération des droits a montré ses limites dans la lutte contre l'exploitation capitaliste. De nouvelles théories sociales se sont affirmées, des philosophes critiques, qui ont accompagné le mouvement de lutte contre l'oppression bourgeoise, contre l'expansion coloniale et contre la montée du fascisme. Les libertés qu'on a pu dire « formelles » ne suffisaient plus à assurer une vie digne. Il ne s'agissait pas de nier les libertés individuelles et civiles, mais d'ouvrir de nouveaux espaces aux droits de l'Homme.

L'humanité est engagée depuis plus d'un demi-siècle dans ce bras de fer, sourd ou tumultueux, entre les tenants du néolibéralisme attachés à la religion du marché et à ses vertus autorégulatrices et à l'individualisme comme l'horizon indépassable de l'humaine condition, et les détracteurs de la

mondialisation libérale dont les dégâts s'étalent à travers la planète : une pauvreté grandissante et un fossé qui ne cesse de s'élargir entre les classes, les nations et les continents...

Ce bref rappel nous a paru utile pour évoquer le contexte intellectuel et politique dans lequel s'origine le débat à venir après la pandémie et qui s'esquisse ici et là dans les médias et les réseaux sociaux. Un débat universel dont nous ne pouvons faire l'économie dans notre pays en tenant compte du contexte historique, social et politique qui est le notre.

Au tout début du millénaire, personne ne pariait sur une insurrection qui triompherait du despotisme. Une révolution populaire pacifique, où l'acteur était la multitude anonyme. La vieille économie politique, s'appuyant sur la vulgate selon laquelle la Tunisie forte de son enseignement, de son Code du Statut Personnel (C.S.P.) et de sa classe moyenne, nous prédisait une démocratisation dans la stabilité, une transition par le haut. La transitologie « de papa » avait quelques arguments à faire valoir : 50% des adhérents du RCD étaient des chômeurs, ou appartenaient aux couches pauvres et précaires, et la peur qui tétanisait une grande partie de la société ne laissait guère prévoir le séisme de 2010/2011.

La Révolution a ouvert l'horizon des possibles. Le débat public qui s'en suivit a opposé dans un premier temps deux visions des institutions : État civil vs État religieux. Ce débat, émaillé naguère d'accès de violence salafiste, perdure encore, au-delà du compromis constitutionnel. Mais ce qui va affleurer, ce sont surtout les revendications des mouvements de jeunes qui se rapportent aux droits économiques et sociaux et à la justice. Aujourd'hui, à l'heure de la pandémie, notre société se prépare, comme partout dans le monde à payer la facture sociale de la crise. Et ce sont les couches pauvres

et précaires suivies de près par les classes moyennes qui risquent d'en supporter le fardeau. Les jeux ne sont pas faits pour autant. Il appartient aux acteurs sociaux, nouveaux (et plus anciens), de faire en sorte que le combat soit celui d'une société plus juste, d'une deuxième République sociale. La Constitution qui contient des articles en résonance avec la deuxième génération des droits de l'homme, peut servir de point d'appui dans cette bataille.

Bien sûr, les choses sont loin d'être aussi binaires. Tous les efforts théoriques et pratiques d'élucidation n'ont pas suffi, jusque là, à élaborer une plate-forme claire pour réunir les acteurs dispersés et les enjeux protéiformes. On ne peut s'y attarder ici, disons qu'une opportunité historique s'offre à nous.

Nous proposons trois questions pour contribuer à la bataille idéologique (comment l'appeler autrement ?) qui s'annonce.

- La démocratie : quel sens lui donner ?

En Tunisie, nous avons dépassé les querelles sur la « démocratie procédurale » : celle qui organise le pluralisme partidaire, politique et intellectuel, la représentation et les élections… Plus personne, ou presque ne conteste la nécessaire participation dans la compétition politique, même si on peut légitimement imaginer d'autres lois et des procédures de rechange. Nous disposons d'un État de droit naissant, l'idée de souveraineté populaire est en gestation et bien des questions restent en suspens, à commencer par le rapport complexe entre la souveraineté et la démocratie.

Les conditions de possibilité de la démocratie commencent par la protection des libertés et des droits. Nul n'a le droit de porter atteinte aux droits des individus et des minorités. La deuxième condition, d'ordre économique et social, c'est

de considérer l'inégalité comme inacceptable. Elle n'est inscrite dans aucune fatalité historique. Les différences disproportionnées, entre les revenus, dans l'accès aux droits à la santé, à l'enseignement, à la culture, à un environnement sain… sont le produit de politiques et de choix sociaux. Comme telles, elles sont susceptibles de changement. L'inégalité est de la responsabilité de l'État, de l'ordre social et non de celle des individus.

L'opposition tunisienne a, durant des décennies, imputé l'absence de justice redistributive à l'autoritarisme. Aujourd'hui, la tentation est grande de délier l'État de toute responsabilité sociale de régulation économique. Comme si la « démocratie » doit évacuer le champ socio-économique.

Pour répondre au dogme néolibéral, les théories de la justice sociale doivent être mobilisées, non plus comme autant de religions séculières, mais comme un patrimoine de combat illustre le contenu social du rapport entre les droits de l'Homme et les droits du citoyen. L'Homme abstrait des Lumières d'hier doit céder la place à l'Humanité concrète, créancière de droits concrets.

Dans la Tunisie d'aujourd'hui, le citoyen est, ainsi que le stipule notre loi fondamentale, doté de droits garantis par l'État : les droits à l'eau, à la santé, à l'enseignement, à un développement régional équilibré, à l'emploi et à un salaire digne… La Constitution prévoit également la protection des richesses naturelles, le développement durable au profit des générations à venir. Faut-il rappeler également l'insistance sur la justice sociale comme le socle indérogeable qui soutient la lutte syndicale, sociale et politique.

C'est la même inspiration révolutionnaire qui nourrit les recherches en sociologie de l'action sociale.

L'aveuglante visibilité des marges dans l'espace public remet à l'ordre du jour « le devoir occulté » (*al-faridha al ghaïba*) de la Révolution : celui de la justice sociale et de la dignité pour tous. L'opportunité nous est de nouveau ouverte de mettre le slogan central des insurgés en pratique. Le propre de la démocratie est de permettre de « passer » à la question sociale en toute liberté.

- La bataille sur le sens de la réforme

Les élections de 2014 ont ouvert une nouvelle séquence dans le conflit social et intellectuel autour de l'idée de réforme. Entre 2011 et 2014, le désaccord fondamental opposait les tenants de la réforme religieuse de l'État à ceux qui défendaient une idée plus séculière de l'État. Il s'agissait d'un débat passéiste, d'un remake de la grande controverse de la fin du XIXe et du début du XXe siècle entre libéraux et conservateurs. Mais la guerre civile intellectuelle entre les « takfiri-s » et les « laïcs » n'aura pas lieu. Et le débat constitutionnel a accouché au forceps d'une constitution « démocratique tout compte fait ».

Depuis 2014 donc, le débat s'est déplacé et focalisé sur le devenir de l'économie et de la société, sur la production des richesses et leur distribution. Le clivage n'oppose plus laïcs et conservateurs mais libéraux et sociaux. En filigrane, se profile l'opposition entre gauche et droite. Même si la gauche existante se meurt et la droite avance masquée.

Le label réforme est cependant une « marque » déjà déposée. Qui sont donc les nouveaux réformistes ? Selon Michel Camau, ils sont composés des « élites » technocratiques, des hommes d'affaires, des gérants d'entreprises plus ou moins rattachés à l'espace euro-méditerranéen qui les relie à l'économie mondialisée. Cet agrégat composite s'accorde sur une alliance discursive autour du libéralisme économique.

Ces réformistes s'arrogent les qualités d'ouverture, de réussite et de méritocratie. En fait, ce qui les réunit c'est surtout le réseau de relations, de pratique et d'intérêts communs avec les bailleurs de fonds internationaux.

Cette alliance « réformiste » recycle et tente de redonner du lustre à un vieux discours : celui de la libéralisation tous azimuts, de l'austérité, de la révision de la politique sociale de subvention, du démantèlement de ce qui reste de l'État-providence, de la privatisation rampante de l'enseignement, de la santé à deux vitesses… Ces dogmes sont décriés par des voix étouffées qui se font de nouveau entendre : les « libéraux égalitaires », les néo-keynésiens, les différentes expressions de la gauche… Toutes en appellent au retour de l'État dans l'opération économique. Au niveau local, une alliance discursive alternative est peut-être en train de s'esquisser autour du contenu social de l'idée démocratique. La justice sociale redevient un syntagme prononçable.

- Le troisième volet peut s'intituler : « la matière a horreur du vide ».

Allié à une partie des « élites », l'ancien régime autoritaire a réussi un temps à absorber la colère populaire par l'escamotage de la question sociale. Une politique de la charité séculière (les tables de rupture du jeûne, le fonds 26-26…) couplée à la propagande obsédante sur le zèle protecteur de l'État Ben Ali ont pu faire illusion. Il faut dire que tout le maillage stato-partidaire qui enveloppe le pays (délégués, omdas, gouverneurs, maires…) s'yest mis. Le social réduit à l'humanitaire d'État pouvait être détaché de la question démocratique, et l'opposition démocratique isolée continuait à répéter son prêche sur les droits et les libertés… dans le désert. Bien sûr, ce modèle a pu tenir quelques temps, mais la question sociale a repris ses droits et explosé dans

la figure du pouvoir en 2008 d'abord, dans le bassin minier, avant de gagner tout le pays en 2010 et de mettre un terme au régime de Ben Ali.

La question sociale n'a pas disparu dans les décombres de l'ancien régime. Elle a continué à se poser, avec acuité, en des termes nouveaux. La nouvelle classe politique, réunie (ou désunie) autour de la transition a laissé le champ social en friche. L'État muré dans son quant-à-soi a libéré de l'espace à l'activisme de nouvelles forces non-démocratiques, à commencer par les groupes salafistes. Forts de positions acquises dans les champs de prédication, voire d'enseignement, ces groupes vont s'insinuer dans les domaines économiques : dans le commercial (friperie…), dans les transports publics, dans les épiceries… L'activité commerciale parallèle, souvent non structurée, constitue, selon le chercheur Moataz Fatnassi, la base économique de reproduction des courants salafistes. Le fait est que ces activités sont très lucratives et permettent de drainer assez de moyens pour entretenir des réseaux clientélaires et de recruter dans tous les milieux, y compris chez les délinquants et les repris de justice, de les recycler dans le même trafic commercial et de leur inculquer les dogmes de la contre-société salafiste.

On est là face à un mode d'intégration économique et sociale de catégories précaires doublée d'une assimilation politique. L'offre salafiste, et plus généralement l'offre charitable, dénaturent la question sociale. En la confinant dans l'ordre moral, elles en détournent le sens et le potentiel subversif. On peut ainsi mesurer les dégâts du retrait de l'État, de la désertion des espaces précaires et marginalisés par les forces civiles et progressistes. Aujourd'hui, cette double absence menace le processus démocratique en entier… L'étude

publiée[49] il y a quelques années par l'ONG Alert International est assez éclairante à cet égard.

Les limites de l'individualisme, le retour de l'État et l'importance du commun

Un grand nombre de commentateurs et de chercheurs en sciences sociales se projettent dans l'après-coronavirus et prophétisent déjà un autre monde, dans un élan sinon de retour aux grands récits, du moins d'un désir d'État généralisé.

Il y a comme une grande illusion qui gagne une partie des intellectuels, qui a pour nom la fin de la mondialisation néolibérale et du règne du marché.

Sans doute faut-il revenir un peu en arrière pour comprendre ce qui se passe. Les saisissantes synthèses de l'historien britannique Eric Hobsbawm nous y aident[50]. Le dernier ouvrage revient sur les grands bouleversements qui ont affecté le siècle dernier : l'ère des catastrophes entre 1914 et 1945, l'âge d'or 1945-1970, et se clôt sur la crise généralisée qui dure depuis la chute du bloc de l'Est et l'apparition d'un monde unipolaire (puis multipolaire).

Le fil conducteur des travaux de Hobsbawm (qui embrassent les avatars du capitalisme qui ont ballotté les sociétés humaines et configuré leurs manières de produire, de s'organiser et de penser) est la mondialisation de l'histoire du monde sur le monde capitaliste et les catastrophes qu'elle a généré. Ces ouvrages insistent sur ce fait que sous le capitalisme, l'histoire des petites gens, leurs révoltes et leurs révolutions n'ont jamais cessé. Le rouleau compresseur de la mondialisation et ses énormes dispositifs d'exploitation, d'aliénation et de mépris pourra t-il venir à bout de cette résistance ? Cette question est indécidable dans l'œuvre de Hobsbawm.

Retenons pour l'heure que les cycles capitalistes, de crise en bonds technologiques, confirment de jour en jour que le progrès, qui est le credo central de la religion du marché, est loin d'être aussi harmonieux que le raconte la légende dorée du libéralisme : le destin des hommes, leurs modes de vie, la liberté et la justice ne suivent pas la course effrénée de la technologie. La distorsion est la règle.

Le coût humain du règne néolibéral sur le monde, et en particulier dans le monde non-occidental, ne cesse d'être l'objet des critiques de penseurs d'horizons divers.

Il devient évident aux yeux de tous que la rentabilité du capital financier est en train de rétrécir le rôle de l'économie productive au profit de la spéculation et de la rente. La circulation des capitaux promeut en permanence le travail immatériel et fluide au dépend du travail concret. L'expansion réticulaire et clientéliste du même capital, accélérée par la numérisation, constitue une transformation aussi importante que « la grande transformation » décrite par Karl Polanyi. On est en train de vivre des bouleversements qui affectent le sens même du travail, du temps, de l'espace et du lien social.

La vitesse trépidante qui emballe la marche capitaliste et l'impasse vers laquelle elle mène le monde est un démenti cinglant des prophéties, mélancoliques ou millénaristes, sur la mort de la pensée, la mort des idéologies et pour finir la fin de l'Histoire et la fin de la politique. L'Histoire qui n'a jamais abdiqué ses droits, gagne de nouveau en visibilité, même si elle entre depuis quelques décennies dans une ère marquée par l'atomisation et le délitement que Zygmunt Bauman appelle la modernité liquide.

Ainsi va le monde : les formes de domination et de contrôle des individus et des sociétés, le racisme d'un côté, mais aussi les résistances et les insurrections fleurissent partout

dans le monde. Partout, des mouvements pour la paix et la justice : sociale, économique, morale, environnementale, de genre, pour le droit des minorités… De nouvelles formes de circulation de l'information et de transversalité des organisations parcourent le monde, Seuls les néo-conservateurs se murent dans leur autisme, aveugles et sourds aux bruits et aux fureurs qui parcourent la planète.

Après quelques décennies de résignation au libéralisme politique et économique, nous assistons au développement d'une nouvelle économie politique et de nouvelles théories qui sont en train de révolutionner la philosophie politique qui s'émancipe des tropismes euro-centriques. Dans le même sillage, l'esthétique, l'épistémologie, la philosophie morale redessinent les frontières du monde pensable et intègrent l'idée d'égalité et de vie commune. Partout, de nouveaux chercheurs disputent le monopole de « l'expertise » au savoir managérial sur l'économie, les médias, la géopolitique… La figure du philosophe revient à l'honneur et sa parole morale et politique fait son chemin dans l'espace public contre l'argent-roi, le tout médiatique et le jusnaturalisme comme l'horizon ultime des droits de l'Homme.

Car elle est là l'autre grande nouvelle : la présence du philosophe dans le monde et l'épanouissement d'une philosophie ouverte en prise avec ce qui se trame au ras du sol, dans l'activité des gens. Depuis que le coronavirus nous empêche de courir dans tous les sens, l'intelligence quitte ses tours d'ivoire et se commet avec la vie des gens. Le philosophe citoyen entame l'expérience théorique et pratique de la présence du monde, grand et petit, de la réflexivité dans l'abord de la complexité (Morin) et de la fragmentation (Popper) de la réalité.

Le monde tel qu'il va au cours des dernières décennies

ne cesse de changer à tous les niveaux : la production, le commerce, la guerre, la division internationale du Travail, les configurations sociales mouvantes, l'inégalité et les discriminations à l'échelle mondiale, les bouleversements des socialités et des modes de vie, les grandes transformations climatiques qui surchauffent la planète bleue… Autant de changements qui sont en train de bousculer toutes les croyances et tout le savoir classique. Un peu partout s'esquisse un grand mouvement moral qui se mue en désobéissance civique planétaire pour la survie de la planète et la lutte pour la dignité, la liberté et la justice. Les penseurs de notre temps ont du pain sur la planche. L'intranquillité du monde nous incite à la nouvelle quête des « paradigmes perdus » (E. Morin).

Cette petite recherche advient après un mémoire sur l'éthique de résistance chez A. Negri à l'ère de l'empire dans lequel nous avons tenté de suivre les processus de formation de la multitude résistante et l'horizon du commun qui la polarise. Cette perspective (celle de Negri entre autres) se veut une refondation philosophique, théorique et pratique, en vue de frayer une voie à une mondialisation de rechange.

Le travail entamé par Thomas Piketty, pour déconstruire le capitalisme du temps présent, les contradictions de types nouveaux qui le caractérisent et les inégalités sans précédent qu'il ne cesse de générer, s'insère dans la même perspective. La thèse défendue par cet auteur, est que la plus-value est aujourd'hui produite par le capital financier ; que le profit rapporté par les placements purement financiers est de loin plus important que l'investissement dans l'industrie et le pari sur le travail. La finance et l'immobilier sont plus lucratifs que l'économie réelle. Cette aberration planétaire a entraîné une monopolisation de richesses colossales par une

infime minorité : selon des statistiques récentes citées par Piketty, la moitié des habitants de la Terre, soit 3,4 milliards d'humains vivent avec moins de 5,5 dollars par jour alors que quelques 2.208 milliardaires affichent des profits équivalents à 2,5 milliards de dollars par jour.

Une autre figure force l'admiration des observateurs : Joseph E. Stiglitz. Après avoir claqué la porte de la Banque Mondiale, il va s'employer à dénoncer les dégâts du néolibéralisme et les politiques d'austérité imposées aux pays pauvres par le FMI, et appuyer les mouvements pour la justice climatique… Ses travaux portent ce qu'il appelle « la grande Désillusion » pour inciter les pauvres à résister aux injonctions des élites néolibérales et à l'économie (a)politique qui légitime le règne de l'argent…

Le néolibéralisme est loin de ressembler à la société ouverte prônée par le libéral Karl Popper. Au fond, les hérétiques comme Stiglitz voulaient rester fidèles à l'inspiration démocratique du premier libéralisme. Aussi bien Piketty que Stiglitz, et bien d'autres sont devenus des critiques implacables du capitalisme, coupable à leurs yeux des fractures du monde, et du néolibéralisme qui veut légitimer une rationalité économique dévastatrice.

Ce petit détour nous ramène à la situation du village planétaire à l'heure du coronavirus. La peur est aujourd'hui la chose la mieux partagée au village. La pandémie profane ne respecte ni les sacro-saintes frontières ni les gardes prétoriennes qui croient protéger les riches des pauvres… Elle ne peut être arrêtée par les puissantes armées ni soudoyée par l'argent des paradis fiscaux. Tout le monde est vulnérable et tout le monde peut porter le danger et le diffuser…

Le virus « égalitaire » est-il venu nous rappeler à notre commune humanité ? Depuis les années 1970, nous

regardions se défaire sous nos yeux l'ancien monde, celui de la première modernité, celles des États-nation, adossé à la Volonté générale (ainsi se décrivait-il du moins). L'holisme économique a fait voler en éclats la politique et l'humanisme désuet qui lui tenait lieu de système de valeurs. Le centre du monde est happé par le tourbillon mondialiste. Mais c'est la périphérie dont parle S. Amin qui est la plus vulnérable et où se délitent les économies, les États, l'écologie et la culture. Pendant ce temps, les œillères néocoloniales et racistes continuent à toiser les marges du monde comme le terreau de la barbarie, du terrorisme et de l'arriération, comme l'éternel fardeau de l'homme blanc.

La seconde mondialisation a démoli les formes traditionnelles du pouvoir d'État. Exit le monde du contrat social censé soustraire la souveraineté au ciel pour la ramener ici-bas. Cet État moderne fondé sur l'unicité du territoire, du peuple et du pouvoir politique n'est plus. Ce triangle est aujourd'hui désarticulé par les multinationales, l'incurie des États et l'inconsistance des frontières face à la circulation des marchandises, des capitaux, des images et de l'information. L'empire comme forme inédite de la mondialité, ne repose sur aucune convention, ni ne se réclame d'aucune source de gouvernement fédéral du monde. La seule normativité que l'empire reconnaisse est marchande, industrielle, communicationnelle et militaire par intermittence. En un mot, l'empire repose sur un dispositif biopolitique mondialisé (Negri).

Par une de ces ruses de la raison, ce qui se mondialise aujourd'hui ce n'est plus seulement l'argent et les marchandises, c'est le vent et l'air et tous les véhicules invisibles porteurs de virus. La vitesse de la diffusion de la pandémie de Wuhan à tous les coins de la terre (précédée

par les épidémies du SRAS, Ebola, la vache folle…) est venue s'ajouter à d'autres fléaux comme la sécheresse, l'hyper-urbanisation au dépens des forêts, la surexploitation des énergies fossiles, l'effet de serre et les manipulations génétiques… Et nous face voilà à l'entêtement de la nature à exister brusquement. Nous ne sommes plus les maîtres du monde. La science, le culte de la marchandise ne ménagent aucun refuge face au vide sidéral de toute valeur.

La technique a envahi notre existence… Elle façonne nos moyens de production et jusqu'au rythme de notre quotidien. Elle provoque la Révolution informatique et commande l'organisation sociale, administrative et bureaucratique qui elle-même soutient les appareils de production. Elle mobilise l'arsenal juridique, administratif et arbitral de l'État pour moduler les relations sociales. L'État est doublement perçu selon l'angle d'observation : il est au diapason de notre temps lorsqu'il déploie ses dispositifs de contrôle tout en laissant libre cours aux marchés ; il est médiocre et archaïque lorsqu'il s'obstine à réguler les injustices.

Le virus constitue à cet égard un moment fatidique, permettant d'éprouver les deux problèmes qui structurent la conscience ambivalente de l'humanité depuis plusieurs décennies :

Le premier se rapporte à la technique, ou à la science, ou encore à la raison instrumentale. Il ne se réduit pas au constat froid de la perte de sens consécutive au désenchantement du monde (au sens wébérien), ni à la capacité technique dont s'est doté l'humanité pour s'autodétruire par une conflagration nucléaire ou progressivement en tablant sur la logique du profit qui pourra toujours différer les menaces contre l'équilibre écologique, contre le patrimoine génétique… La problématique de « la technique comme

idéologie », souligne cette emprise sur la société et la vie et met l'accent *a contrario* sur la question éthique et le souci du bien commun. Le retour de l'éthique dans l'espace politique, après le long sommeil de la raison technique, soulève un coin de voile sur les menaces qui pèsent sur l'existence humaine : le danger nucléaire, la dégradation de l'environnement, les menaces bioéthiques, le tout sur fond de nihilisme individualiste.

La technique a transformé l'homme occidental en automate sans âme, dit-on… De cette vision trop pessimiste on ne peut pas ne pas retenir l'ordre bureaucratique qui entérine le primat du logos sur l'éros en Occident. Dans cette partie du monde, force est de reconnaître que le modèle épistémique et normatif offert au « reste du monde » est loin de proposer des voies d'émancipation. Les mésaventures et la main invisible du marché débouchent sur l'alternative : la fuite en avant ou le recours de nouveau à l'État. En attendant, la Banque Mondiale se tait pendant que s'élève la voix de l'Organisation Mondiale de la Santé.

Beaucoup de choses ont été dites sur le coronavirus, l'État d'exception et le confinement sanitaire dans la plupart des pays du monde. On a évoqué l'utilisation massive des techniques de contrôle individuel par les drones ou les robots, voire par le bon vieux bâton contre les passants indisciplinés, comme en Inde… Quel que soit l'angle de vue, on bute sur les paradoxes d'une mondialisation qui ne sait plus où donner de la tête. L'ouverture des frontières est devenue trop risquée pour les autochtones, non plus seulement celle de la forteresse Europe mais également dans les pays du Sud. De même, les mesures de contrôle des corps dans toute la population sont devenues la seule manière de les protéger les uns des autres. Tout à coup, les

politiques disciplinaires, l'État de contrôle, l'État du soupçon est devenu un refuge salutaire… On ne s'attardera pas ici sur le sérieux ou l'absurdité du « paradigme » de Wuhan. Disons que pour l'heure, le choix est purement technique et n'est pas encore érigé en modèle politique de gouvernement des villes à l'échelle mondiale. La défense du rôle de l'État est aujourd'hui impérative, même en prévention de l'après-coronavirus.

Deuxième leçon, sans doute la plus importante, administrée par ce virus, c'est précisément le retour en force de l'idée d'égalité. Les plus riches – individus, classes sociales ou États – ne peuvent plus se prémunir du mal en misant sur la chaleur protectrice de l'entre-soi. La haine des pauvres, la peur des migrants et des petites gens et l'érection des grandes murailles ne suffisent plus à repousser le virus. L'humanité sans distinction est confrontée au même mal et les solutions seront collectives. L'oubli du commun et l'obsession du cocon individualiste ont eu des conséquences tragiques dont nous mesurons l'ampleur coincés que nous sommes entre la menace virale et les injonctions d'austérité. La panacée universelle néolibérale apparaît pour ce qu'elle est : une voie mortifère. On entend déjà le bruit sourd du darwinisme social, voire d'un eugénisme qui ne dit pas son nom appelant mezzo voce à sacrifier les plus âgés et les plus fragiles pour préserver les budgets. Ce sont les mêmes qui ont façonné un monde où 1% des plus riches possède 50% des richesses de la planète.

L'aventure nihiliste du néolibéralisme touche t-elle à sa fin pour autant ? Comme l'a démontré Robert Castel, l'individualisation est un facteur de « désaffiliation sociale » et affecte le rapport de l'individu aux institutions de socialisation primaire comme aux institutions politiques

et civiles. Dans ce tableau assombri se détache à l'horizon l'idée du « commun » comme solution de sortie de l'injustice mondialisée. Dans la foulée, l'idée d'État-providence, d'État de justice est réhabilitée non seulement comme recours en temps de crise mais comme le seul moyen de freiner la course folle vers l'autodestruction. Ces idées font leur chemin dans les lieux de la décision politique. S'agissant de la dette des pays pauvres, par exemple, et plus précisément des services de la dette qui priment sur le service des Droits de l'Homme : l'État libanais a refusé récemment de payer, sous la pression du mouvement populaire, démontrant ainsi que le retour de l'État social s'inscrit dans la logique des choses.

Penser le commun c'est repenser les compagnonnages, la prise de décision collective, avec l'autre et non contre lui. Voilà la nouvelle frontière éthique et idéologique de résistance au néolibéralisme.

Les appels fusent de tous les coins du monde pour une convergence des résistances et pour transformer la peur, cette passion triste, en désir de rencontre, en passion joyeuse. Car comme l'enseigne Spinoza, la puissance d'agir prend sa source dans la joie de comprendre le monde qui est le notre. Comment sortir du cercle vicieux de la peur et de la tristesse ? Pour sûr, le salut ne saurait être solitaire, communautaire, ou nationaliste ; seule l'humanité solidaire en a les capacités.

En Tunisie, la critique du néo-capitalisme n'a pas attendu le coronavirus ; mais elle connaît aujourd'hui un nouvel élan. Mounir Saïdani souligne la difficulté qu'éprouvent les chercheurs en sciences humaines et sociales à aborder sereinement l'impact de la pandémie, en raison de la focalisation des médias locaux et internationaux sur l'égoïsme national dans la lutte contre le virus. Il importe selon lui

d'élargir la perspective au monde entier et transformer le moment covid-19 en opportunité pour connecter tous les laboratoires de recherche : en matière d'économie financière mais aussi les laboratoires interdisciplinaires des sciences humaines et sociales.

Soumaya Mestiri aborde, de son côté, la question à la fois philosophique et sociologique de l'individuel et du collectif. Reprenant à nouveau frais la vieille tension entre l'individuel et le collectif elle écrit : « les droits de l'individu « *continuent de courir* » même si ce dernier ne remplit pas ses devoirs proprement sociaux. Voilà donc le maître mot : société. Car les théoriciens du contrat social, indépendamment de leur diversité – même si les nouveaux libéraux ont *a priori* plus de sympathie pour Rousseau que pour Locke ou Hobbes – ont pensé le social mais négligé la société et les obligations que les individus ont envers elle, leur véritable souci étant la pensée d'une autorité politique légitime, c'est-à-dire l'État. Or si l'État est là pour empêcher l'hégémonie et la domination au sein de la société, les individus, de leur côté, ont un certain de nombre de devoirs envers ledit État mais aussi envers la société ». Se référant à Amartya Sen, prix Nobel de l'économie, elle renvoie à son tour « dos à dos liberté positive et liberté négative, considérant la liberté comme sociale avant tout, c'est-à-dire comme engagement et responsabilité. En opérant ce saut qualitatif, l'on extrait la liberté libérale de son socle juridique et on l'insère dans un paradigme à visée éthique »[51].

Fathi Meskini, pour sa part, considère que cette pandémie, qui a transformé le corps humain en un espace viral, comme une blessure narcissique à l'échelle humaine…

Quant à Hakim Ben Hammouda, il énumère les différents domaines où la « globalisation heureuse » est mise en crise :

« Le premier concerne le retour de la notion de souveraineté et de frontières. Or, rappelons-le, la globalisation a été fondée sur l'abandon de cette souveraineté politique, comme économique, au profit des grandes institutions multilatérales comme les grandes firmes transnationales. Ce dogme est en train d'être remis en cause aujourd'hui. (…) Le second point concerne le retour de l'État et le rôle prépondérant qu'il est en train de jouer dans la gestion de cette crise et qu'il continuera à jouer dans le monde d'après. Ce retour fracassant de l'État dans la lutte contre les effets sanitaires de la pandémie comme dans la gestion de ses dimensions économiques et sociales, a fait voler en éclats les anciennes conceptions du rôle régulateur de l'État et la nécessité de limiter ses interventions dans la correction des imperfections du marché. (…) Le troisième point concerne le retour du social. La montée des inégalités et les débats majeurs qu'elle a suscités ont montré les limites de la globalisation et sa contribution dans cette marginalité croissante. Aujourd'hui, la pandémie du Covid-19 est à l'origine d'une plus grande prise en compte de l'effort de solidarité et des investissements dans la santé et dans l'éducation par l'État et pour créer une nouvelle sociabilité. Le quatrième point est lié à la globalisation de la production et au développement des chaînes de valeur mondiale qui a favorisé une grande division du travail au niveau mondial. (…) Le cinquième point est en rapport avec la financiarisation qui a constitué un fondement essentiel de la globalisation et un pendant essentiel de celle de la production. Certes, la crise de 2008 a contribué à égratigner ce mythe et les normes de risques mises en place avec Bâle 3 ont été à l'origine d'un repli des grands groupes bancaires et financiers sur leurs bases nationales ou régionales. Cette tendance va s'accentuer avec la nouvelle crise. (…) Enfin, le dernier point concerne

la gouvernance de la globalisation et la tentation de limiter le rôle et la place des institutions de gouvernance mondiale comme les Nations unies, l'OMC, la Banque mondiale ou le FMI. Or, la crise de la pandémie du Covid-19 a montré l'importance des institutions multilatérales dans la gestion des crises globales, pourvu qu'elles soient à l'écoute des plus faibles et des plus démunis. »[52]

Ce ne sont que quelques exemples qui nous ont semblé assez significatifs de la mobilisation des sciences sociales dans l'épreuve de force qui s'annonce. Gageons que celles-ci sauront s'appuyer sur les libertés académiques chèrement acquises.

CONCLUSION

Ce travail a été fait sous la pression d'une double urgence : de recherche et d'action. En procédant à ce premier éclairage sur la sort de ce qu'on a appelé la société des marges et de la précarité, nous voulions rompre avec le traitement univoque et, somme toute, condescendant de ces catégories sociales.

Il ne manque pas de voix autorisées pour mettre en cause l'irresponsabilité et l'inconscience qui règne dans ces milieux à l'heure de la « mobilisation générale » contre le coronavirus. Pourtant, cette stigmatisation est démentie dans les faits par les démonstrations de civisme, de patriotisme ou tout simplement de sensibilité humaine qu'on a pu observer dans nos quartiers et nos régions oubliées. Pourtant, près de 3 millions de tunisiens qui vivaient dans la précarité ont vu leurs conditions d'existence se dégrader jusqu'aux limites du supportable en raison des contraintes imposées par le confinement sanitaire.

La démarche qui a été la notre est avant tout pragmatique, elle tente de tenir compte de la pluralité des processus et de la complexité des réalités sociales et récuse les catégorisations *a priori* et les jugements normatifs.

Nous avons délibérément mis de côté beaucoup de manifestations et de comportements sociaux parfois scandaleux comme la stigmatisation qui a touché des malades atteints du covid-19 ou le refus d'inhumation de certains disparus dans des cimetières locaux ; ou les violences conjugales et familiales ; ou encore, le refus d'obéir aux directives de confinement dans les lieux réservés à cet effet… Le chantier de la recherche sociologique et psychologique est à peine ouvert. Et il nous faudra dépasser l'anxiété qui

nous étreint tous et nous atteler à l'intelligence de tous ces phénomènes qui mettent à nu des pans entiers de notre société.

Cette recherche demeure donc inachevée. Travaillant dans l'urgence, nous n'avons disposé ni du temps ni des conditions adéquates pour mener une enquête directe de terrain et des entretiens *in situ*. L'évolution accélérée de la situation et de nos connaissances nous amènera à revenir et à enrichir cette première recherche qui reste un « work in progress ».

Ce qui nous importe en premier, est d'avoir mis l'accent sur le sort des couches les plus précaires, les familles de faibles revenus, les régions intérieures et les quartiers populaires… En un mot, d'avoir souligné le primat de la question sociale dans le débat politique qui accompagne notre transition démocratique. Nous le réaffirmons : il n'est pas d'intégration politique, ni de construction démocratique viable sans intégration sociale. Cette évidence qui est la raison d'être du FTDES et de son activité, se révèle aujourd'hui encore plus éclatante.

Plus que jamais le droit à un travail digne, les droits à la santé, à l'enseignement, à tous les services publics sont devenus impératifs. Le développement des régions les plus pauvres, la sécurité et la souveraineté alimentaire, la sauvegarde du tissu économique national… sont les pré-conditions d'une intégration sociale véritable. Une intégration reposant sur la production de richesse, la justice, l'égalité des chances et la dignité de chacun. Tant que ces priorités seront occultées par les politiques économiques rivés sur les « grands équilibres » comptables et sourds aux aspirations des catégories et des territoires les plus démunis, la démocratie tunisienne restera boiteuse et fragile.

Au-delà de notre petit pays, toutes les lectures et analyses

de la pandémie et des moyens d'y faire face, tout comme les projections de « l'après-crise », nous renforcent dans l'idée qu'une nouvelle séquence s'ouvre dans le combat des peuples et des classes les plus pauvres, de tous les damnés de la terre contre les oligarchies qui règnent sur l'économie mondiale et en monopolisent les bienfaits. Beaucoup de mouvements transnationaux, d'ONG, de syndicats, de mouvements politiques affutent déjà les argumentaires en attendant de mobiliser les gens pour la confrontation qui vient.

A nous aussi, Tunisiens et Maghrébins, de nous tenir prêts et de nous doter des moyens d'y contribuer. Les gens sont conscients de leurs droits ; ils sont prêts à les défendre… Reste à penser, à imaginer et à mettre en place le cadre, la feuille de route et à réunir les volontés pour entrer dans l'arène.

Notes

Introduction générale

1 Cf. la notion de ville globale proposée par Saskia Sassen. Ce type de ville insérée dans le processus de mondialisation concentre les fonctions centrales des grandes firmes, les services pour les entreprises…

2 Dans une déclaration publique, Le président Français a fait l'éloge de ceux qui lancent leurs entreprises et les gens qui ne sont rien, https://www.lesinrocks.com/2017/07/news/les-gens-qui-ne-sont-rien-lexpression-qui-choque-demmanuel-macron

3 Judith Butler, *Vie précaire*, Ed. Amsterdam, 2005 : « Le fait de ne pas exister dans l'espace public est constitutif de certaines vies, qui sont non seulement marginalisées, mais même effacées de la vie publique. Ce sont ces individus que j'appelle « sans-visage ». https://www.philomag.com/les-idees/la-vulnerabilite-des-sans-visage-37761.

4 Voir Mouldi Guessoumi, *La société de Révolution* (en arabe), Université de la Manouba 2015.

5 René Lenoir, *Les exclus, un Français sur dix*, Seuil 1974, 1989.

6 Cité par Ahmed Dib et Mahmoud Abdelhalim : « De l'asservissement social et de ses dangers sur la société » (en arabe), Revue *Idhâfât*, N° 31-32 été-automne 2015.

7 François Dubet (dir.), *Inégalités et justice sociale*, la Découverte, 2014. Voir également Serge Paugam, « Les formes contemporaines de l'exclusion : le point de vue sociologique », Genèses, Vol. 31, 1998.

8 Salma Belhaj Mabrouk, « L'autre marginal » (en arabe), *al-Hiwar al Moutamadden*, 15 -3- 2014.

9 Erving Goffman dans *Les Cadres de l'expérience*, (éd. Minuit) 1991 parle d'« opportunisme méthodologique » : observer ; regarder ; noter des anecdotes ; classer : une méthode purement qualitative et inductive ; sans échantillonnage sans enquête systématique ; sans même de terrain bien délimité.

10 L'entretien téléphonique permet une dialectique entre l'intime et le social, c'est-à-dire la sphère publique, entre l'internalité et la réalité de la vie quotidienne, disent, en substance, Brigitte Cadéac et Didier Lauru : « L'entretien clinique au téléphone », *Le carnet PSY*, N° 121, 2007. Sans être clinicien, ni psychologue, l'auteur de ces lignes reprend à son compte ces observations qui peuvent être mises à profit par le sociologue.

I. Les marges sociales dans l'œil du cyclone

11 Cf. *Sociologie des marges en Tunisie* (en arabe), Mohamed Ali Ben Zina, Meriem Abdelbaki, Olfa Lamloum (dir.), Alert International, Dar Mohamed Ali, 2018.

12 Didier Lapeyronnie, *Ghetto urbain. Ségrégation, violence, pauvreté en France aujourd'hui*, Laffont, 2008.

13 « Et, dans le balancement inexorable des histoires humaines, c'est le sentiment du tragique de la vie qui, à nouveau, tend à prévaloir. Le dramatique, je l'ai dit, est résolument optimiste. Le tragique est aporique, c'est-à-dire sans solution. La vie est ce qu'elle est. », Michel Maffesoli, https://www.lefigaro.fr/vox/societe/michel-maffesoli-la-crise-du-coronavirus-ou-le-grand-retour-du-tragique-20200323

14 Pierre Bourdieu, *Le Bal des célibataires. Crise de la société paysanne en Béarn,* Seuil 2002 ; cf. également la notion d'« homme blasé » : Georg Simmel, *La sociologie et l'expérience du monde moderne*, Méridiens Klincksieck, 1986, cité par Mohsen Bouazizi, *Expressions sociale et espace social*, chapitre « sociologie de l'indifférence », pp. 154-160 (en arabe), Maison arabe du livre, 2009.

15 S. Freud, *Malaise dans la civilisation*. L'*homo sexualis* freudien est toujours en rapport avec l'autre, mais le narcissique ou l'homme pratique par exemple établissent des rapports différents avec la réalité extérieure. Ils n'affrontent pas de la même manière les trois sources du malaise humain : la nature hostile, la finitude des corps et les carences institutionnelles de la famille, de la société ou de l'État.

16 Rapport du FTDES : En quête de dignité, notes sur les questions de migration (en arabe) par Hajer Araïssia (dir.) https://ftdes.net/rapports/femmessubsahariennes.pdf ; de la même auteure Violence against subsaharan migrant women in Tunisia, https://ftdes.net/violence-against-sub-saharan-migrant-women-in-tunisia/

17 Cf. la déclaration de la directrice générale d'UNICEF, Henrietta Fore : « La pandémie de COVID-19 pourrait dévaster les populations de réfugiés, de migrants et de personnes déplacées à l'intérieur du pays sans une action internationale urgente. » https://www.unicef.fr/article/covid-19-les-populations-de-refugies-de-migrants-et-de-personnes-deplacees-pourraient-etre-0

18 JORT, Loi organique 50-2018 du 23 octobre 2018 pénalisant le racisme désormais passible de peines de prison.

19 Cf. Hamadi Tizaoui, « l'hypersensibilité sociale d'une économie locale fragile et déstructurée » in *Révolution tunisienne : le local au miroir des sciences humaine*s (en arabe), collectif, Centre arabe de recherches et d'études des politiques, CAREP, Doha, 2014.

20 Voir FTDES, Rapport sur les victimes de la soif (en arabe) https://ftdes.net/rapports/soif.pdf.

21 La pyramide de Maslow est une figure pyramidale représentant la hiérarchie des besoins, une théorie des motivations élaborée à la suite des observations, effectuées par le psychologue Abraham Maslow au cours des années 1940.

22 Cf. « Les protestations contre les coupures/les pénuries d'eau en Tunisie », note de Sofiène Jaballah, FTDES, https://ftdes.net/policy-paper-les-droits-economiques-et-sociaux-en-tunise-1/

23 Adnane Haydar, « Les dynamiques régionales en Tunisie : de la régionalisation à la métropolisation », Revue tunisienne de géographie, N° 37, 2006. La première bande est composée du grand Tunis et des villes côtières ; dans la deuxième bande, centrale, figurent Béjà, Zaghouan, Siliana, Kairouan, Sidi Bouzid ; la troisième bande à l'ouest aligne Jendouba, Le Kef, Kasserine, Gafsa, Tozeur, Kébili et Tataouine.

24 Faten Mbarek « Les femmes rurales, le travail non-structuré » (en arabe) : http://assafirarabi.com/ar/29156/2020/02/16/ ; voir également, la femme rurale en Tunisie, archéologie du vécu (en arabe) : https://www.mominoun.com/auteur/1306

25 Mohamed Ali Ben Zina (en collaboration avec Raoudha Guedri et Amel El-fargi, *Lorsque le commerce parallèle et la question du genre ne font qu'un* (en arabe), éd. Mots passants, Nachaz-Dissonances, 2019.

26 Reprenant la terminologie de Béatrice Hibou, « La formation asymétrique de l'État en Tunisie : Les territoires de l'injustice », in *L'État d'injustice au Maghreb. Maroc et Tunisie,* Karthala, 2015. Voir également Hamza Meddeb, « Les jeunes et la contrebande dans la région de Kasserine en Tunise » in *Sociologie des marges en Tunisie* (en arabe), Mohamed Ali Bena, Meriem Abdelbaki, Olfa Lamloum (dir.), Alert International, Dar Mohamed Ali, 2018.

27 Les ouvrières du secteur textile, de la précarité du travail à l'exclusion

sociale, étude réalisée pour le FTDES par Mounir Hassine, https://ftdes.net/ar/rapports/textiles2.ar.pdf

28 Ibid.

29 Ibid.

30 Ibid.

31Violations des droits économiques et sociaux des femmes travailleuses du secteur du textile. Étude de cas : la région de Monastir, par Mounir Hassine, FTDES, https://ftdes.net/ar/violations-des-droits-economiques-et-sociaux-des-femmes-travailleuses-dans-le-secteur-de-textile-monastir__trashed/

32 Ibid.

33 La face cachée de la femme tunisienne : discrimination ert exploitation jusqu'à l'asservissement, https://middle-east-online.com/الوجه-المخفي-للمرأة-التونسية-تمييز-واستغلال-إلى-حد-الاسترقاق

34 Les oubliées des machines à coudre, https://www.youtube.com/watch?v=_ZQU7Lm5zQE

35 Communiqué du FTDES sur la santé et les droits des travailleuses et travailleuses des industries à forte densité ouvrière, https://ftdes.net/ar/communique-ftdes-et-asf/.

36 L'emploi précaire et ses retombées sur les travailleurs, document du Département d'études et de documentation de l'UGTT, avril 2009.

37 Voir Hédi Timoumi, *Histoire sociale de la Tunisie*, Dar Mohamed Ali, 2001, p. 132-133.

38n Voir Mohamed Tahar Berryry, *Pain et société*, Centre de publication universitaire, 2010.

39 Fethia Saïdi qui travaillé sur le corpus des travaux universitaires entre 1970 et 2000, a identifié 15 domaines de recherches, le plus grand nombre étant concentré en cinq disciplines : sociologie du travail (42 travaux), sociologie des mouvements sociaux et du changement social (46), sociologie du développement (51), sociologie culturelle et anthropologie (71), *Insanyat*, automne 2001.

40 « Sociologie de la souffrance sociale à travers la vie quotidienne des jeunes des quartiers populaires » (en arabe), Revue *Umrân*, 2016 ; Territoire marginal ; immersion dans la ceinture pauvre de Tunis (Djebel

jloud, Hay Hlel, Sidi Hassine), dossier nawat.org : https://nawaat.org/portail/2020/02/07/territoire-marginal-immersion-dans-la-ceinture-pauvre-de-tunis ; « L'unité de recyclage des Barbacha à Ettadhamen , projet pilote basé sur les principes de L'économie sociale et solidaire », Lilia Balise https//:www.international-alert.org

41 Morched Chabbi, *L'urbain en Tunisie. Processus et Projets,* Nirvana 2012.

42 Adel Helhaj Rhouma, « Les jeunes hittistes meublent le vide social », in *La société parallèle marginale et fonctionnelle* (en arabe), Coordination Karray Ksontini, Tunis 2012.

II. Les attentes : quel État pour quelle société ?

43 Le terme fait allusion à la capacité de « tirer son épingle du jeu » ou de se retrouver dans les dédales et les venelles du quartier. Plus généralement le système D. Cf. Cyprien Avenel, « quartiers défavorisés et ségrégation », *Hommes et migrations,* février 1995.

44 Khalil Abbès, *La démocratie maintenant*, éd. Mots passants, Nachaz-Dissonances 2019.

45 Abdeljelil Bedoui, Quelle alternative pour un développement juste , durable et démocratique, synthèse des travaux sur les stratégies alternatives de développement, FTDES juin 2019, http://ftdes.net/rapports/Model.alternative.abstract.ar.pdf

III. Du local au global. Premières conclusions

46 Les Dalits, ou Intouchables sont considérés, par le système des castes indien comme hors castes et ne peuvent exercer que des fonctions ou des métiers « impurs ». Selon le recensement de 2011, 16,6 % de la population indienne sont des Dalits (201,4 millions de personnes).

47 Alain Touraine, - Face à l'exclusion », in *Citoyenneté et Urbanité,* Paris, 1991, Éditions Esprit, pp. 171- 173.

48 Émile Durkheim, *Leçons de sociologie*, PUF 1950.

49 *Les jeunes de Douar Hicher et d'Ettadhamen*, une enquête sociologique sous la direction d'Olfa lamloum et Mohamed Ali Ben Zina, Arabesques, International Alert 2015.

50 Eric Hobsbawm, *L'ère des Révolutions (1778-1848) ; L'ère du capital*

(1848-1875) ; L'ère des empires ; L'âge des extrêmes, le court XXème siècle (1914-1991).

51 Nawaat, https://nawaat.org/portail/2020/03/30/aux-origines-du-socialisme-liberal-le-nouveau-liberalisme/

52 Réalité, 4 avril 2020, https://www.realites.com.tn/2020/04/le-covid-19-et-la-fin-de-la-globalisation-heureuse/

BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE

En français

Judith Butler, *Vie précaire*, Éditions Amsterdam 2005.

René Lenoir, *Les exclus. Un français sur dix*, Seuil 1989.

François Dubet (dir.), *Inégalités et justice sociale*, Paris la Découverte 2014.

Serge Paugam, « les formes contemporaines de la pauvreté et de l'exclusion ; le point de vue sociologique », *Genèses*, Vol 31 1998.

Alain Touraine, « Face à l'exclusion », *Citoyenneté et urbanité*, ouvrage collectif esprit 1992.

Émile Durkheim, *Leçons de sociologie*, PUF 1950.

Olfa lamloum et Mohamed Ali Ben Zina, *Les jeunes de Douar Hicher et d'Ettadhamen*, Arabesques, Alert International 2015.

Didier Lapeyronnie, *Ghetto urbain : Ségrégation, violence, pauvreté en France aujourd'hui*, avec Laurent Courtois, Laffont2008 .

Michel Maffesoli : https://www.lefigaro.fr/vox/societe/michel-maffesoli-la-crise-du-coronavirus-ou-le-grand-retour-du-tragique-20200323

Pierre Bourdieu, *Le bal des célibataires crise de la société paysanne en Béarn*, Seuil 2002.

Adnane Hayder « les dynamiques régionales en Tunisie : de la régionalisation à la métropolisation », *Revue tunisienne de géographie*, N° 37, 2006.

Mohamed Tahar Berryry ; *Pain et société,* CPU 2010.

Lilia Blaise, L'unité de recyclage des Barbacha à Ettadhamen, projet pilote basé sur les principes de L'économie sociale et solidaire https://www.international-alert.org

Morched Chabbi, *L'urbain en Tunisie. Processus et Projets*, Nirvana 2012.

Cyprien Avenel, « Quartiers défavorisés et ségrégation », in

Hommes et migrations février 1995

Habib Touhami, « les deux Tunisie sous l'angle des inégalités de revenu », https://www.leaders.com.tn -les-deux- tunisie- sous-l-angle- des-inegalites- de-revenu

https://www.unicef.fr/article/covid-19-les-populations-de-refugies-de-migrants-et-de-personnes-deplacees-pourraient-etre-014 https://www.ohchr.org//NewsEvents (https://www.unicef./article/covid-19-https://www.ohchr.org/NewsEvents

Jean-loup Amselle, « Bio-pouvoir ou thanatocratie », *L'Obs*, 8 avril 2020

Edgar Morin, *Un festival d'incertitudes* Tracts de crises Gallimard, 2020.

Azzam Mahjoub, les inégalités , les vulnérabilités à la pauvreté et au chômage . www.ftds.org

CETIM Bulletin n 60 Décembre 2019 il n'y a pas un monde développé et un monde sous développé mais un seul monde mal développé.

Muhamed Yunus , «la crise du au corona virus nous offre la possibilité de tout reprendre à zéro», *Le Monde* 6 mai 2020

http://www.Christian-Faure.net/2009/03/22/du-gouvernement-des-inegalites-a-la-necessite-d'une-nouvelle-economie-politique

Vue d'ensemble ; combattre la pauvreté et l' inégalité changement structurel , politique sociale et conditions politiques, *Institut de recherche des nations unis pour le développement social* 2010.

Didier Fassin , «L'illusion dangereuse de l'égalité devant l'épidémie» A .O.C 16 avril 2020

En arabe

مولدي قسومي مجتمع الثورة، جامعة منوبة 2015.

هدى أحمد الديب ومحمود عبد الحليم محمد، في الاستبعاد الاجتماعي ومخاطره على المجتمع، مجلة **إضافات** المجلة العربية لعلم الاجتماع العدد 31 32- صيف وخريف 2015

سلمي بالحاج مبروك الآخر الهامشي، **الحوار المتمدّن** 15 /3 2014

في سوسيولوجيا الهوامش، دراسات في المناطق الحدودية و الاحياء الشعبية، باشراف محمد علي بن زينة، مريم عبد الباقي ألفة لملوم، دار محمد علي للنشر 2018.

محسن بوعزيزي، التعبيرات الاجتماعية و المجال الاجتماعي (سوسيولوجيا الامبالاة ص 154-160) الدار العربية للكتاب 2009.

العنف المسلط على المهاجرات من جنوب الصحراء دراسة ميدانية هاجر عرايسية. https://ftdes.net/rapports/femmessubsahariennes.pdf

حمادي تيزاوي، الحساسية الاجتماعية المفرطة لاقتصاد محلي هش وغير مهيكل ضمن الثورة التونسية القادح المحلي تحت مجهر العلوم الإنسانية مجموعة مؤلفين المركز العربي للأبحاث ودراسة السياسات 2014.

سفيان جاب الله، ورقة حول احتجاجات 2018 الحق في الماء المنتدى التونسي للحقوق الاقتصادية والاجتماعية.

فاتن مبارك أنظر المرأة الريفية العمل الغير مهيكل السفير العربي المرأة-الريفية-في-تونس-العمل-غير-المهي/ http://assafirarabi.com/ar/29156/2020/02/16/

فاتن مبارك المرأة الريفية حفريات في المعيش. المرأة-الريفية-في-تونس-حفريات-في-المعيش- https://www.mominoun.com/articles/ 6631

محمد علي بن زينة بمشاركة روضة القدري وآمال الفرجي عندما تلتقي التجارة الموازية مع النوع الاجتماعي، كلمات عابرة منشورات نشاز 2019.

المرأة العاملة في قطاع النسيج من هشاشة العمل إلى الإقصاء الاجتماعي دراسة من إنجاز الأستاذ منير حسين https://ftdes.net/rapports/textile2.ar.pdf

الوجه المخفي للمرأة التونسية استغلال إلى حدّ الاسترقاق
https://middle-east-online.com

منسيات آلات الخياطة
https://www.youtube.com/watch?v=_ZQU7Lm5zQE

التشغيل الهش في تونس وتداعياته على العمال الاتحاد العام التونسي للشغل قسم الدراسات والتوثيق أفريل 2009 .

الهادي التيمومي، تاريخ تونس الاجتماعي، دار محمد علي 2001.

فؤاد غربالي، سوسيولوجيا المعاناة من خلال المعيش اليومي لشباب الاحياء الشعبية **مجلة عمران** 2016.

عادل حاج رحومة: الشبان" الحيطيست "يعمّرون الفراغ الاجتماعي. ورد ضمن المجتمع الموازي بين الهامشية والوظيفية تنسيق الكراي القسنطيني تونس 2012.

خليل عباس: الديمقراطية الآن قراءة في ظاهرة قيس سعيّد، كلمات عابرة منشورات نشاز تونس 2019.

محاكمات ضحايا العطش منشورات المنتدى التونسي للحقوق الاقتصادية والاجتماعية 2013.

أي بديل تنموي عادل مستدام وديمقراطي ملخّص الدّراسات حول الاستراتيجيات البديلة للتنمية الجهوية المنتدي التونسي للحقوق الاقتصادية والإجتماعية.

الهادي التيمومي (تنسيق) المغيبون في تاريخ تونس الاجتماعي مجموعة باحثين المجمع التونسي للعلوم والآداب و الفنون 1999.

الثورة التونسية القادح المحلي تحت مجهر العلوم الإنسانية مجموعة مؤلفين إشراف المولدي الأحمر المركز العربي للأبحاث ودراسة السّياسات 2014.

رضا الزّواري الثورة التونسية ثورة الهامش على المركز مكتبة علاء الدّين 2012.

L'enjeu aujourd'hui, c'est la construction et le maintien de passerelles entre la société structurée et la société «marginale», c'est la reproduction élargie de l'espace d'intégration étatique. Cela suppose une pression continue de la part des candidats à la reconnaissance et de la nouvelle société civile qui lui est annexe. En un mot, l'heure est peut-être à la construction d'un nouveau «bloc historique», qui puisse regrouper des catégories dispersées dans un même projet. Cela suppose la mise en place d'une politique et d'une éthique qui cimente ce bloc. Un triptyque politique qui relie la lutte contre la corruption, l'affirmation des libertés et un développement producteur et redistributeur des richesses.

Forum Tunisien pour les Droits Economiques et Sociaux
47, Avenue Farhat Hached, 2ème Etage, 1001 Tunis
Tél: +216 71 257 664 / www.ftdes.net / conatct@ftdes.net